



LES ARTICLES DU JOUR .COM

"Le site internet où le lecteur devient plus intelligent"



JEUDI 4 MARS 2021

PÉTROLE : *c'est le pétrole qui permet au commerce mondial d'exister. Sans le pétrole, nous aurons peut-être gagné la bataille contre le CO2, mais nous perdrons la guerre contre la pauvreté mondiale.*

- ▶ [Que faire si la croissance ne peut pas revenir ?](#) . (Tim Watkins) p.1
- ▶ [#192. Le grand dilemme](#) . (Tim Morgan) p.6
- ▶ [À propos du Zircon](#) . p.9
- ▶ [Ce que nous avons appris du programme israélien de vaccins Covid](#) . p.11
- ▶ [Une énergie plus chère, c'est pour bientôt](#) . (Biosphere) p.14
- ▶ [La génération des écrans, dégénérescence](#) . (Biosphere) p.16
- ▶ [DISLOCATION GÉNÉRALE...](#) . (Patrick Reymond) p.17
- ▶ [VISIONS D'AVENIR...](#) . (Patrick Reymond) p.19

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ [« Immobilier, rien ne semble freiner la hausse !!! »](#) . (Charles Sannat) p.20
- ▶ [Est-ce que quelqu'un se soucie de savoir si la dette nationale américaine va bientôt franchir le cap des 30 000 milliards de dollars ?](#) . (Michael Snyder) p.27
- ▶ [Coronavirus, la faillite de la logique marchande](#) . (Myret Zaki) p.29
- ▶ [Quand ce simulacre de parodie d'une imposture finit-il par implorer ?](#) . (C-H Smith) p.33
- ▶ [Le pétrole à 60 \\$ vous offre un nouveau super-cycle](#) . p.37
- ▶ [Rendements et taux : le marché obligataire en pleine confusion](#) . (Bruno Bertez) p.40
- ▶ [Les investisseurs parient leur argent sur des entreprises sans profit](#) . (Bill Bonner) p.42

▲ RETOUR ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

[.Que faire si la croissance ne peut pas revenir ?](#)

Tim Watkins 3 mars 2021

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP

The storm is coming - will you be ready?

...

Comme les lecteurs habituels le savent, la crise fondamentale est la divergence croissante entre l'économie "réelle" - basée sur l'énergie - et l'économie financière de l'arbre magique de la monnaie, où la monnaie fiduciaire est littéralement créée par quelques frappes sur un clavier. L'augmentation du coût de l'énergie au cours des quatre dernières décennies a fait que de plus en plus d'énergie - et en fin de compte de richesses - est axée sur la sécurisation de l'énergie (extraction de combustibles fossiles, production d'électricité, culture de denrées alimentaires, etc. Cela signifie qu'il y a de moins en moins d'énergie nette - et en fin de compte de

richesse - disponible pour continuer à développer les secteurs non énergétiques de l'économie, qui sont bien plus importants. Pour les ménages individuels et les entreprises, cette situation difficile semble être le résultat d'un passage impitoyable des dépenses discrétionnaires aux dépenses non discrétionnaires. En d'autres termes, une part de plus en plus importante du revenu des ménages et des entreprises doit être consacrée aux services publics, aux transports, au paiement des loyers ou des hypothèques, etc.



Pendant plusieurs décennies, l'écart croissant entre les dépenses discrétionnaires et non discrétionnaires a été comblé par des dettes toujours moins chères <taux à 0%> et plus accessibles ; qui ont semblé pendant un moment défier la gravité économique. Des pays comme le Royaume-Uni - semblait-il - pouvaient délocaliser la fabrication vers l'Extrême-Orient tout en continuant, comme par magie, à permettre à sa population d'emprunter à volonté pour acheter ces biens. Mais, en grande partie hors de la vue de la plupart des gens et ignoré par les médias de l'establishment, cela a eu un coût énorme. Tant que la mer du Nord fournissait au Royaume-Uni plus de pétrole et de gaz qu'il n'en avait besoin, les revenus des exportations pouvaient soutenir la monnaie, permettant aux entreprises et aux ménages de continuer à emprunter des livres pour acheter des produits fabriqués à l'étranger. Même à cette époque, les gouvernements successifs avaient été obligés de vendre des biens publics à des acheteurs étrangers afin de réunir les devises nécessaires pour éviter que la livre ne perde sa valeur d'échange - un processus qui s'est accéléré après que la Grande-Bretagne soit devenue un importateur net de pétrole en 2004. En 2008, la Grande-Bretagne était largement dépendante de ses activités de blanchiment d'argent pour maintenir la valeur de la livre et éviter de plonger ses ménages surconsommateurs dans une prospérité en déclin rapide. Après 2008, le mieux que les gouvernements pouvaient faire était d'imposer l'austérité à la population tout en truquant le système financier pour renflouer les banques et les plus grandes entreprises, tout en maintenant les taux d'intérêt suffisamment bas pour éviter les défaillances massives. Pour ceux qui se trouvent dans la moitié inférieure de l'échelle des revenus, les 13 années qui se sont écoulées depuis le krach ont été des années de baisse du niveau de vie.

Bien entendu, ce processus n'a pas été réparti de manière égale. Au Royaume-Uni, par exemple, alors que Londres est la région la plus riche du nord de l'Europe, le reste de la Grande-Bretagne compte neuf des dix régions les plus pauvres. Pour environ vingt pour cent de la population, vivant pour la plupart à Londres et dans un archipel de villes universitaires de premier plan, la prospérité a continué à augmenter pendant les récessions des années 1980 et la dépression d'après 2008, alors même que l'ancienne industrie, le bord de mer délabré et les petites villes britanniques voyaient leur prospérité implorer. Bien entendu, ce sont précisément ces régions en déclin qui ont produit Brexit et ont donné au gouvernement actuel sa majorité de 80 sièges en décembre 2019. Leurs régions équivalentes aux États-Unis ont propulsé Trump à la Maison-Blanche en 2016, et en Europe ont donné lieu à des vagues de populisme nationaliste - y compris quelques variétés de gauche en Grèce et en Espagne.

Le SRAS-CoV-2 et les diverses réactions qu'il a suscitées n'ont rien fait pour combler le fossé entre ces deux groupes de population, si ce n'est augmenter le nombre de ceux qui ont vu leur niveau de vie baisser. Et dans de

telles circonstances, le retour à l'austérité néolibérale risque d'entraîner des conséquences encore plus néfastes que celles de 2016. Comme je l'ai écrit à la veille du premier embargo britannique :

"Tout comme les gens ont compris instinctivement que, tôt ou tard, leurs gouvernements les enfermeraient pour ralentir la propagation du SRAS-CoV-2, ils comprennent que les élites tenteront une fois de plus de sucer le tétan de l'aide sociale aux entreprises et tenteront ensuite d'en rejeter les coûts sur les gens ordinaires.

"Le gouvernement conservateur britannique est pris dans un dilemme à cet égard. Ses donateurs font partie de l'élite des entreprises qui s'attendent à être renflouées. Leur base électorale, d'autre part, est largement composée de la classe ouvrière non métropolitaine qui a été forcée de payer une partie disproportionnée de la facture la dernière fois. Si les conservateurs répètent ce qui a été fait par le New Labour et le parti démocrate américain au lendemain du krach de 2008, ils ne seront plus jamais élus. Si, en revanche, ils sont prêts à agir dans l'intérêt de l'électorat, il y a toutes les chances qu'ils dirigent un État de facto à parti unique pour les années à venir.

"Pour être clair, il n'y a pas d'argent gratuit. Toute nouvelle monnaie créée par les banques centrales et les gouvernements pour lutter contre les retombées économiques de la crise pandémique devra être remboursée d'une manière ou d'une autre. La dernière fois, la facture a été payée par des réductions des dépenses publiques qui, entre autres choses, ont laissé nos infrastructures essentielles mal préparées pour répondre à une pandémie..."

Cette fois-ci, il y a au moins un murmure dans les cercles des gouvernements et des banques centrales qui dit que la voie à suivre, politiquement avantageuse, sera de gonfler notre dette. On le dit actuellement dans le langage de la croissance économique. Mais les taux de croissance prévus – de 4 % en 2021 et 7,3 % en 2022 - sont les plus élevés de ce siècle. En effet, la croissance du Royaume-Uni n'a atteint qu'une seule fois 6,5 % au cours des 72 dernières années.

Le chiffre de 4 % est plausible dans la mesure où l'on estime qu'il existe un niveau élevé de demande refoulée dans l'économie en raison du blocage prolongé. Avec de nombreuses personnes travaillant à domicile et plusieurs millions en congé, on suppose que les gens ont économisé sur les coûts ordinaires d'un emploi - utilisation d'une voiture ou des transports publics, achat d'un déjeuner, remplacement des vêtements de travail, etc. On suppose en outre que cette demande sera libérée une fois que l'économie s'ouvrira. Ainsi, au moins une partie du déclin historique de 2020 sera récupérée en 2021, et la croissance se poursuivra jusqu'en 2022.

Mais les économies ne sont pas non plus réparties de manière égale dans la population. Alors que certains ont pu se constituer une épargne - en grande partie le même groupe vivant à Londres et dans l'archipel des villes universitaires de premier plan - une plus grande partie de la population a connu des arriérés de loyer et d'hypothèque et/ou s'est endettée pour garder la tête hors de l'eau. En outre, **des centaines de milliers de travailleurs savent qu'une fois l'aide publique retirée, leur employeur risque de faire faillite.**

Pour que la croissance prévue se produise, la quasi-totalité des économies supposées doit être dépensée. Mais une grande partie de ces "économies" est déjà engagée dans des paiements d'intérêts futurs - eux-mêmes faisant partie des dépenses non discrétionnaires. Dans le même temps, et en raison de l'anxiété suscitée par la pandémie, les ménages qui ont accumulé des économies pour la première fois sont plus susceptibles de les conserver que de se lancer dans une course aux dépenses. Il est donc probable que le gouvernement doive devenir un dépensier de dernier recours s'il veut respecter ses propres prévisions de croissance.

C'est là que l'inflation s'avère souvent pernicieuse. L'inflation n'est pas seulement le résultat de l'apparition de nouvelle monnaie. En effet, lorsque des volumes massifs de monnaie ont été créés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale sous la forme de l'aide Marshall, ils ont contribué à déclencher l'expansion du boom d'après-guerre, qui n'a jamais cessé. En effet, la planète Terre, avec une population de 2,5 milliards d'habitants et seulement une poignée d'États développés, avait plus qu'assez d'énergie et de ressources pour se développer à un

rythme qui absorbait la nouvelle monnaie. En revanche, à la suite des chocs pétroliers du début des années 1970, lorsque l'on a réessayé l'astuce de l'impression de la monnaie, il en est résulté une inflation à deux chiffres qu'il a fallu des décennies pour maîtriser : les gens ont dépensé la nouvelle monnaie, mais il n'y avait pas assez d'énergie <pétrole> pour l'absorber. En 2021, avec une population de 8 milliards d'habitants, une extraction pétrolière en déclin et l'émergence de limites sur une série de ressources minérales, une croissance quelconque dans les économies occidentales est peu probable. En effet, même les économies asiatiques qui brûlent du charbon pourraient avoir des difficultés alors que les économies occidentales tentent de relocaliser les chaînes d'approvisionnement à la suite de la pandémie.

Le dernier ingrédient de l'inflation est que les ménages et les entreprises doivent dépenser l'excédent de devises. Mais comme nous l'avons vu, dans l'immédiat, dans l'aversion au risque, des mois après la levée des restrictions liées à la pandémie, beaucoup la garderont pour un jour de pluie. Beaucoup d'autres l'utiliseront pour rembourser des dettes existantes, renvoyant en fait la monnaie fiduciaire dans le gouffre de l'enfer d'où les banquiers centraux l'ont tirée. De cette manière, **à moins de manipuler les chiffres avec plus d'ingénierie financière, une croissance de 7,3 % est inconcevable.**

La pénurie de ressources n'est cependant que trop probable. Cela est dû en partie aux coupes et aux licenciements dans l'industrie extractive en réponse à l'effondrement de la demande mondiale en 2020. Malgré la chute spectaculaire de la consommation de pétrole - même le Royaume-Uni est redevenu brièvement un exportateur net de pétrole parce que sa consommation est tombée en dessous de sa production en baisse - les prix ont dépassé 60 dollars le baril ces dernières semaines, les spéculateurs financiers pariant sur une pénurie de pétrole lorsque l'économie mondiale commencera à se débloquer. En d'autres termes, il pourrait s'écouler jusqu'à six mois après le début de la reprise de la demande pour que les niveaux d'extraction de pétrole de décembre 2019 soient rétablis, de sorte que la demande de pétrole dépassera de loin l'offre. C'est l'une des raisons pour lesquelles la Chine aurait reconstitué sa réserve stratégique, profitant de la baisse des prix et cherchant à amortir le choc attendu. C'est également la raison pour laquelle **les négociants occidentaux anticipent une flambée des prix du pétrole de type 2008 au-dessus de 100 dollars le baril dans un avenir proche.**

C'est à ce moment-là que l'inflation devient un problème plus sérieux, car **le pétrole est omniprésent. Il n'y a presque rien qui n'ait été fabriqué, fabriqué ou transporté par un véhicule fonctionnant au pétrole.** Et donc, lorsque le prix du pétrole augmente, cette augmentation se répercute sur l'ensemble de l'économie. En soi, ce n'est pas inflationniste. Comme l'explique **Frank Shostak de l'Institut Mises :**

"Si le prix du pétrole augmente et si les gens continuent à utiliser la même quantité de pétrole qu'avant, cela signifie que les gens sont maintenant obligés d'allouer plus d'argent au pétrole. Si la masse monétaire des gens reste inchangée, cela signifie que moins d'argent est disponible pour d'autres biens et services, toutes choses étant égales par ailleurs. Cela implique bien sûr que le prix moyen des autres biens et services doit baisser.

"Notez que l'argent global dépensé pour les biens ne change pas. Seule la composition des dépenses a changé ici, avec plus de pétrole et moins d'autres biens. Par conséquent, le prix moyen des biens ou de l'argent par unité de bien reste inchangé".

C'est un exemple du passage des dépenses discrétionnaires aux dépenses non discrétionnaires qui est causé par l'augmentation du coût de l'énergie et qui entraîne une baisse de la prospérité pour une partie beaucoup plus importante de la population que ne le révèlent les mesures traditionnelles des salaires et de la croissance du PIB. Il s'agit également d'un piège à ours <les bears> pour les banquiers centraux, dont les manuels d'économie leur disent de réagir à de telles circonstances en augmentant les taux d'intérêt. C'est la hausse des taux d'intérêt qui a fait suite à la flambée des prix du pétrole en 2006 qui a déclenché le processus de défaut de paiement de la dette qui a finalement démantelé le système bancaire mondial en 2008.

Cette fois-ci, si les gens ont économisé de l'argent pour les mauvais jours, ils peuvent percevoir 100 dollars de pétrole - et la hausse des prix - comme étant précisément le temps dont ils s'inquiétaient. Les économies étant

érodées par la hausse des prix, c'est alors - et non pas immédiatement après la levée des restrictions liées à la pandémie - que les gens pourraient décider de dépenser l'excédent de devises. Et comme nous l'avons vu à maintes reprises au fil des ans, lorsque l'énergie et les ressources sont insuffisantes pour absorber la monnaie supplémentaire, il en résulte une inflation incontrôlable.

Malgré tout, ce choix peut être une option privilégiée pour les politiciens châtiés par Brexit et la montée de la droite populiste. En effet, au sein d'une économie, la hausse de l'inflation peut constituer un impôt inévitable pour les très riches et profiter aux ménages ordinaires et aux petites entreprises ; tout dépend de la capacité des salaires et des pensions à suivre le rythme de l'inflation. Au Royaume-Uni, par exemple, dans les années 70, les salaires ont augmenté au point que le coût nominal d'une maison - évalué à trois fois le salaire annuel - était tombé à environ un an de salaire à la fin de la décennie (une façon pour la génération du baby-boom de s'enrichir plus que toute autre génération ne pourrait jamais le faire).

C'est, en fin de compte, sur ce point que portaient les désaccords des conservateurs avant le budget. L'inflation pour les personnes très riches est comme la lumière du soleil pour un vampire - une quantité suffisante de lumière les verra s'effondrer en poussière. Le seul autre moyen viable de maîtriser les quelque 300 milliards de livres de dette publique supplémentaire résultant de la pandémie est un programme d'austérité qui ferait paraître les années Cameron-Osborne positivement bénignes. Les anciens ministres - dont beaucoup ont été récompensés par des sinécures dans le système bancaire et des sièges à la Chambre des Lords non élus - peuvent épouser l'austérité sans craindre d'être réélus la prochaine fois. Les ministres du gouvernement et les députés du mur rouge n'ont pas cette chance. Tout soupçon de réduction des services publics ou de l'impôt sur les pauvres mettra fin à leurs perspectives de réélection en 2024.

L'inflation est la plus furtive des taxes furtives, précisément parce que le montant nominal des revenus des ménages et des bénéfices des petites entreprises peut augmenter alors même que sa valeur est en chute libre. Et si, au lieu de donner aux personnes déjà riches le premier accès à une nouvelle monnaie, elle est utilisée pour payer les salaires du secteur public, les retraites, les entrepreneurs privés et les dépenses d'infrastructures publiques, elle peut servir de tampon pour ceux qui se trouvent au bas de l'échelle tout en devenant un impôt inévitable sur la richesse.

Il est peu probable qu'un gouvernement conservateur aille aussi loin. Il ne devrait pas non plus le faire au lendemain de la pandémie. Pour l'instant, les gouvernements du monde entier peuvent emprunter à des taux d'intérêt bas et, si tout le reste échoue, peuvent suivre l'exemple du Japon et monétiser la dette (c'est-à-dire créer de nouvelle monnaie pour racheter la dette). La décision de récupérer des devises en gelant une série de seuils d'imposition aux niveaux de 2021 laisse toutefois entrevoir la volonté de gonfler au moins partiellement la dette.

Mais en fin de compte, tant l'inflation que les mesures d'austérité visant à rembourser la dette publique dépendent de la réapparition de la croissance économique. Et c'est là que le bât blesse, car la croissance du PIB au XXI^e siècle dépend de plus en plus de l'emprunt. Si l'on supprime la croissance financière fondée sur la dette, la croissance réelle a été proche de zéro au cours des deux dernières décennies. La raison en est que, dans les années 1990, le coût de l'énergie a dépassé le point où des économies développées comme le Royaume-Uni ne pouvaient plus maintenir leur croissance. Ironiquement, c'est l'une des raisons pour lesquelles l'inflation - telle qu'elle est actuellement mesurée - n'a pas fait son apparition : alors que les dépenses discrétionnaires des citoyens ont diminué, les biens et services discrétionnaires - qui représentent une grande partie de la mesure de l'inflation - ont vu leur prix baisser en raison de la baisse de la demande. Ainsi, les fortes hausses des postes non discrétionnaires comme l'alimentation, l'électricité et le gaz ont été compensées dans les statistiques officielles.

Malheureusement, le coût de l'énergie renouvelable, qui est susceptible de constituer le cœur des dépenses d'infrastructure proposées, est trop élevé pour inverser le processus. Ainsi, dans un avenir immédiat, les articles non discrétionnaires continueront à augmenter même si les prix des biens fabriqués en Asie continuent à baisser... du moins jusqu'à ce qu'il ne soit plus logique pour les usines asiatiques de continuer à les fabriquer.

En l'absence d'une source d'énergie à faible coût, au moins aussi dense et polyvalente que le pétrole conventionnel, loin de bénéficier d'une croissance au lendemain de la pandémie, nous pouvons nous attendre à un déclin continu.

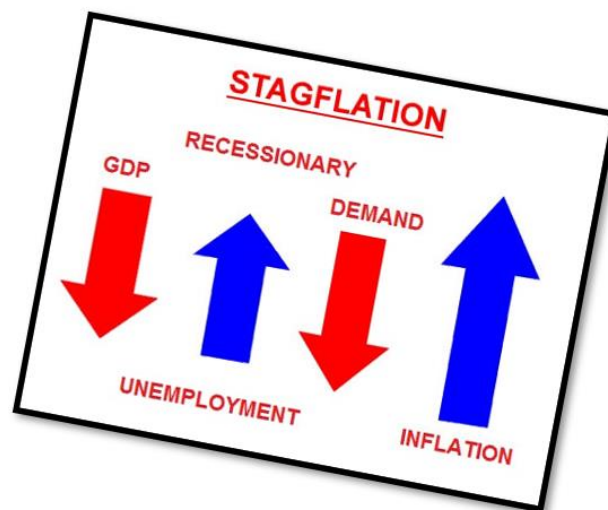
La seule question à laquelle il faut répondre est celle de savoir comment ce déclin se déroule... et il n'y a que deux options sur la table : Soit la valeur de la monnaie sera gonflée jusqu'à ce que les créances en devises sur la richesse soient ramenées au niveau de la richesse réelle existante ; soit nous pouvons taxer et réduire notre chemin vers un effondrement massif des prix des actifs qui nous mènera au même endroit. Aucune de ces deux voies n'est particulièrement agréable. Mais tant que nous restons attachés à la croyance que nous pouvons avoir une croissance infinie sur une planète finie, l'une ou l'autre est la misère post-pandémique que nous nous infligerons à nous-mêmes.

▲ RETOUR ▲

#192. Le grand dilemme

Tim Morgan Posté le 3 mars 2021

CARTOGRAPHIER LE PIÈGE DE LA STAGFLATION



Les gouvernements en général - et les ministères des finances en particulier - sont confrontés à un dilemme délicat.

En termes simples, le dilemme est le suivant. Si les gouvernements ne continuent pas à injecter des liquidités dans l'économie, l'activité s'effondrera, de nombreuses entreprises s'écrouleront et les électeurs seront confrontés à des difficultés extrêmes.

Mais s'ils continuent à faire preuve de largesse financière, ils risquent non seulement une flambée de l'inflation, mais aussi, très probablement, une hausse des taux d'intérêt.

La seule voie praticable pour les ministres des finances (et les banquiers centraux) est celle de la "Boucle d'or", qui permet d'éviter à la fois les extrêmes d'une surchauffe du système financier et d'un refroidissement excessif de l'économie.

La théorie est que, s'ils peuvent suivre cette voie de manière adroite, les économies profiteront des avantages

d'un retour à la croissance, avec une inflation qui, le moment venu, retombera dans une fourchette préférentielle comprise entre 1 et 2 %. Si elle est atteinte, cela reviendrait à un retour à ce qui était, dans les années 1990, parfois appelé "la grande modération", décrivant une combinaison de croissance solide et d'inflation modérée. Si les interprétations économiques conventionnelles, fondées uniquement sur l'argent, étaient valables, il serait peut-être possible de suivre cette ligne - en réalité plutôt comme une corde raide - et de trouver un terrain solide de l'autre côté de la crevasse ouverte par la crise du coronavirus.

Mais l'interprétation basée sur l'énergie révèle qu'un tel terrain solide n'existe pas. Au contraire, quelque chose qui n'est pas sans rappeler la stagflation est depuis longtemps ancré dans le système. Alors que le PIB mondial a augmenté à un taux tendanciel de 3,4 % entre 1999 et 2019, la croissance de la prospérité sous-jacente n'a été que de 1,25 %, et a maintenant cessé de croître. Cette disparité suggère en soi que l'inflation au sens large est depuis longtemps bien plus élevée que les niveaux <de croissance économiques> signalés.

Rien de tout cela ne devrait vraiment surprendre. Après tout, l'injection de crédits et d'argent bon marché dans le système se poursuit depuis plus de vingt-cinq ans, et l'analyse des références énergétiques, telle que fournie par le modèle SEEDS, révèle que cela n'a fait que masquer la réalité, à savoir que les hausses incessantes des ECoE (les coûts énergétiques de l'énergie) ont fait reculer la croissance antérieure de la prospérité matérielle. L'objectif ici est de commencer par expliquer le dilemme fiscal et monétaire tel qu'il apparaît en surface avant de passer à l'analyse SEEDS pour expliquer pourquoi les problèmes sont en fait à la fois structurels et insurmontables. Ce faisant, nous devons nous référer aux attentes du marché, ce qui rend approprié de rappeler aux lecteurs que ce site ne fournit pas de conseils d'investissement et ne doit pas être utilisé à cette fin.

Chargés par l'inflation

Nous devons être clairs sur le fait que la balance penche actuellement fortement vers l'inflation. Tout au long de la crise du coronavirus, les gouvernements ont pu remplacer les revenus, mais pas la production des travailleurs et des entreprises inactives.

Cela revient à soutenir la demande à un moment où l'offre est extrêmement réduite.

C'est pourquoi nous constatons déjà une flambée de l'inflation dans un certain nombre de catégories, affectant tout ce qui pourrait être en pénurie lors d'un rebondissement économique provoqué par les vaccins. Nous pouvons en déduire qu'il s'agit, selon les attentes officielles, d'un effet de transition, susceptible de s'atténuer à mesure que les capacités sont restaurées et que la stimulation de la demande s'estompe. Quoi qu'il en soit, d'importantes pressions inflationnistes se manifestent partout.

Cette perception peut avoir influencé les acteurs du marché des actifs, qui ont adhéré au plan "Boucles d'or", mais avec un biais distinct vers le côté inflationniste de l'équation.

Si les investisseurs devaient tenir compte d'une inflation plus élevée dans leurs calculs, on s'attendrait à ce qu'ils privilégient les catégories d'actifs (comme les actions et l'immobilier) sur lesquelles on peut compter pour - au moins - endiguer la marée inflationniste croissante. Ils éviteraient les liquidités et se méfieraient des obligations car, dans un climat inflationniste, les taux d'intérêt pourraient augmenter suffisamment pour faire grimper les rendements obligataires (mais pas suffisamment pour que les liquidités deviennent une préférence viable). Ils pourraient envisager favorablement des actifs tels que les cryptocurrencies et les métaux précieux, qui pourraient être perçus comme des couvertures contre l'inflation.

C'est, dans l'ensemble, ce qui s'est passé. Les marchés, semble-t-il, attendent des décideurs politiques qu'ils "parlent fort et agissent doucement", en combinant les homélies des faucons sur la dette et l'inflation avec la poursuite d'un soutien généreux aux ménages et aux entreprises.

Cette position fait écho à la prière de saint Augustin, qui appelait la divinité à le rendre vertueux - "mais pas encore".

En outre, les investisseurs, tout comme les autorités, doivent être conscients des retards dans la fixation des prix de certaines initiatives gouvernementales en matière de lutte contre la corruption. Par exemple, le fait d'accorder des "vacances" aux intérêts et aux loyers a infligé des pertes substantielles aux contreparties telles que les prêteurs et les propriétaires, et ces coûts doivent être compensés en temps voulu, à moins que nous ne soyons prêts à accepter des défaillances dans les secteurs des contreparties.

Nous devrions donc anticiper quelques hausses d'impôts qui, en somme, ne représentent guère plus que de petits acomptes sur les coûts énormes de la lutte contre la pandémie. Ce n'est pas pour rien que l'inflation a été appelée "la drogue dure du système capitaliste" - elle offre une alternative séduisante à court terme à un ajustement douloureux et impopulaire aux tensions économiques.

Le pic énergétique rencontre la bulle des attentes

Guidés par une interprétation conventionnelle - dont la foi dans la "croissance perpétuelle" n'est pas encore ébranlée par les événements ou les anomalies - les gouvernements et les investisseurs pensent qu'il existe une "terre promise" qui, si nous pouvons l'atteindre une fois, combine une croissance réelle d'au moins 3 % et une inflation inférieure à 2 %.

L'erreur fatale sur laquelle repose ce supposé nirvana est la croyance que l'économie n'est rien d'autre que "l'étude de l'argent", de sorte que la prospérité matérielle n'est pas limitée par l'énergie et les ressources en général.

La réalité, bien sûr, est que tout ce qui constitue la production économique (y compris les autres ressources naturelles) est un produit de l'utilisation de l'énergie, tandis que l'argent n'est rien d'autre qu'un moyen d'échange de biens et de services économiques liés à l'énergie. Le problème n'est pas que nous risquons de manquer de toute forme d'énergie primaire, mais que les coûts de l'approvisionnement en énergie (mesurés en tant que coûts d'exploitation) peuvent miner la dynamique par laquelle l'énergie est transformée en valeur économique. Comme les lecteurs réguliers le savent, l'affaiblissement de cette dynamique énergétique est exactement ce que nous avons connu pendant une longue période. La tendance mondiale de l'ECOE est passée de 2,6 % en 1990 à 9,2 % aujourd'hui. En cours de route, cela a fait reculer la croissance de la prospérité antérieure dans les économies avancées de l'Occident à partir de 2006 (avec un ECOE de 5,7 %), et fait maintenant la même chose dans les pays de l'UE moins complexes et moins sensibles à l'ECOE. La thèse selon laquelle nous pouvons passer, sans heurts et sans douleur, de combustibles fossiles de plus en plus coûteux (et néfastes pour le climat) à des sources d'énergie renouvelables comporte de nombreuses failles.

L'affaiblissement de la dynamique énergétique est précisément la raison pour laquelle, à l'échelle mondiale, nous avons passé deux décennies à emprunter 3 dollars pour obtenir 1 dollar de "croissance", et pourquoi le ratio d'emprunt par rapport au PIB a été en moyenne de 9,6 % pour soutenir une "croissance" d'un peu plus de 3 %.

Nous en sommes maintenant au point où, si elles souhaitent maintenir un simulacre de "croissance comme d'habitude", les autorités vont devoir verser des quantités toujours plus importantes de liquidités dans le système. Ce faisant, elles créeront des "créances" financières sur la production économique que l'économie du futur ne sera pas en mesure d'honorer à sa valeur.

Au moment où l'économie "réelle" de l'énergie ne pourra plus soutenir même la durabilité illusoire de l'économie "financière" de la monnaie et du crédit, la valeur supposée contenue dans ces "créances excédentaires" financières devra être détruite. Bien que les défauts "durs" ne puissent être exclus, la balance des probabilités favorise le défaut "doux" de l'inflation galopante.

Les investisseurs optimistes pourraient, s'ils en étaient conscients, penser que les actifs "réels", comme les

actions et les biens immobiliers, peuvent encore conserver leur valeur réelle en augmentant au moins aussi rapidement que l'inflation détruit le pouvoir d'achat de l'argent.

Mais cela revient à ignorer les effets de la décroissance involontaire induite par la dégradation de la dynamique énergétique. Avec le recul de la prospérité, les consommateurs seront contraints de choisir entre s'enfoncer dans un bourbier d'endettement ou s'adapter à la hausse du coût réel des produits de première nécessité en réduisant leurs achats discrétionnaires.

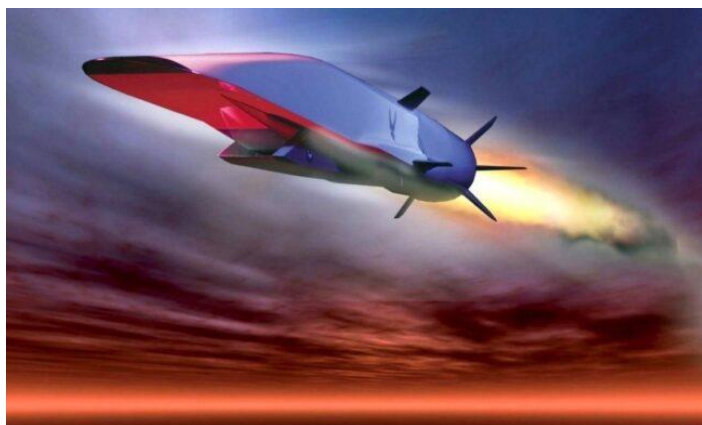
Des secteurs entiers subiront une érosion de leur taux d'utilisation, les gains antérieurs des économies d'échelle étant réduits à néant. La décomplexification du système privera certains secteurs de leur masse critique, tandis que la simplification des produits et des processus fera disparaître des sous-secteurs entiers. Même la Fed ne peut pas soutenir les cours boursiers des entreprises dont la rentabilité a chuté.

Il a été dit un jour que l'inflation est "toujours et partout un phénomène monétaire". Dans notre situation actuelle, l'inflation est plus susceptible d'être un "phénomène de déni", si nous insistons pour essayer, financièrement, de générer de la "croissance" alors que l'équation énergétique critique va dans la direction opposée.

▲ RETOUR ▲

.À propos du Zircon

Par Andrei Martyanov – Le 9 octobre 2020 – Source [Reminiscence of the Future](#)



Le missile hypersonique russe Zircon capable de voler à près de 10 000 kms\heures

À en juger par le flux de nouvelles concernant le dernier lancement par le navire Amiral Gorshkov du 3M22 Zircon, les tests sont [très réussis](#) et, selon les rapports de l'agence TASS (en russe), trois autres lancements depuis le Gorshkov sont prévus d'ici la fin de l'année. Cela inclut l'attaque d'une cible imitant un porte-avions. Ceci est tout à fait naturel et facile à prévoir.

Quelque part dans ces lancements, est censé se trouver un lancement depuis un sous-marin, un des SSGN de la classe Yasen ([projet 885](#)), la dernière fois c'était le Severodvinsk, je crois, qui était prévu pour servir de plateforme pour ce lancement. Comme on s'y attendait, et les gars des forums de discussion l'ont déjà fait remarquer, les médias occidentaux font beaucoup de bruit autour de ce lancement. Mais encore une fois, rappelez-vous une réaction initiale puis une transition tortueuse (pour l'Occident) par le modèle de deuil [Kubler-Ross](#). Cela a bien sûr conduit les États-Unis à exiger l'inclusion de ces armes inexistantes dans le traité START. Je me demande pourquoi je n'entends pas encore parler de notre grand « stratège », pronostiqueur de pronostics, esprit militaire exemplaire, David Axe, mais je suis sûr qu'il va nous faire profiter de son expertise dans les programmes d'armement soviétiques/russes d'une minute à l'autre.

J'ai toujours affirmé que le passage au paradigme hypersonique EST une véritable révolution, qui ne peut être plus réelle que cela. **C'est une révolution parce qu'elle change la nature de la guerre.** Poutine, lorsqu'il a parlé à Valery Gerasimov du lancement de Zircon, était explicite : c'est un événement de grande envergure pour la Russie. Eh bien, pour le monde aussi. Un autre « expert », Kyle Mizokami, qui écrit sur le Zircon, a [tout faux](#).

Le Zircon est conçu pour utiliser la vitesse de tir fulgurante pour atteindre des cibles avant qu'elles ne puissent monter une défense efficace. Si un navire de défense a son radar de recherche monté à 100 pieds du sol et que le Zircon vole à une altitude de 1 000 pieds (le chiffre réel pourrait être bien inférieur), le radar devrait détecter le missile à environ 50 miles. À une vitesse de **1,7 miles par seconde**, le Zircon comblera l'écart en seulement 29 secondes, ce qui signifie que le navire de défense devra détecter, suivre, identifier, lancer des missiles défensifs et les intercepter en moins d'une demi-minute.

Comme tout missile russe de lutte contre les navires (ou d'attaque terrestre), le Zircon a des trajectoires de vol très variées et peut s'approcher de la cible sur différentes trajectoires, notamment en « plongeant » dans le cône d'aveuglement radar, en attaquant presque verticalement, comme le X-32. Mais cela va au-delà de la question, toute interception d'un missile de manœuvre $M=8+$ n'est pas l'affaire de « 29 » secondes (à condition qu'il soit détecté – et il y a des raisons de penser que même la détection de ce type de missile est extrêmement difficile), il est physiquement impossible de faire quoi que ce soit, même dans les meilleures circonstances. Dans le cas d'une salve de 4 ou 6 Zircons, les systèmes anti-aériens et antimissiles les plus avancés ne sont même pas capables de réagir et le resteront pendant une longue période.

Il n'existe actuellement aucune solution technologique pour arrêter ce type d'armes aux États-Unis. Les conséquences sont colossales : en général, il s'agira d'un lent et pénible remodelage des flottes de surface vers des plates-formes de frappe plus petites (de la taille d'une frégate). Pour la marine russe, le Zircon libère les mains en termes de contrôle de la mer non seulement dans les zones littorales et les [eaux vertes](#) mais, en cas de nécessité, dans la zone éloignée ou océanique, ce qui permet de protéger les groupes de frappe de surface contre toute tentative de la marine américaine de mettre à profit la puissance de feu de ses [groupes aéronavals](#). Ainsi, **les porte-avions** sont finalement déplacés vers le créneau où ils se trouvent – principalement un outil de projection de puissance contre des entités instables. Il est évident que les dépenses gigantesques consacrées à la construction et à l'entretien de tout porte-avion de la marine américaine soulèvent une question sérieuse quant à la validité de l'approche consistant à disposer d'un matériel d'une valeur d'environ \$20 milliards de dollars (porte-avion + navires d'escorte + escadre aérienne) correspondant à des tâches plutôt limitées que cette force incroyablement coûteuse peut accomplir dans les conditions actuelles. Il est trop coûteux de bombardier un pays de merde quelque part, alors attaquer la Russie ? **Quelle merveilleuse collection de cibles coûteuses et prestigieuses.**

La Russie ayant officiellement annoncé que 7 sous-marins et 5 frégates étaient déjà prévus pour être armés du Zircon, et ayant potentiellement 6 autres Udaloy modernisés (projet 1155M) armés d'une version complète (portée de plus de 1000 km), sans parler d'une flotte massive de petits navires lance-missiles russes (pr. 21631 et 22800) qui sont prêts à recevoir la version Zircon Light (portée de plus de 500 km), on est obligé de se poser une question : et maintenant ? Maintenant, le maréchal Billingslea va essayer, une fois de plus, de prétendre que la Russie va négocier son tout nouvel arsenal et il va « presser » les Russes qui, probablement, vont rire en privé d'être « pressés », dans une sorte de respect de... quel que soit le parfum du mois à D.C. Bien sûr, la perspective la plus terrifiante pour les États-Unis est l'apparition d'une sorte d'arme similaire dans les mains de la Chine. Non pas que cela se produira nécessairement, mais qui sait – la Russie ne permettra pas à la Chine de tomber militairement si la merde frappe le ventilateur (Dieu l'interdit) et certains fous (et il y en a beaucoup) à D.C. décideront finalement de diriger l'implosion de l'Amérique à l'extérieur en commençant une guerre « un peu victorieuse ». Même le vieux fou **Kissinger** l'a [remarqué](#) :

« Les États-Unis doivent repenser leur hégémonie et parler à la Chine de l'imposition de limites à leur concurrence, car l'alternative est la création de conditions similaires à celles qui ont précédé la première guerre mondiale », a averti Henry Kissinger. « Nos dirigeants et leurs chefs doivent discuter des limites au-delà

desquelles ils ne pousseront pas les menaces, et de la manière de définir cela », a déclaré Kissinger, un diplomate de haut niveau sous l'administration Nixon, qui est crédité d'avoir orchestré le rapprochement des États-Unis avec la Chine. « Vous pouvez dire que c'est totalement impossible, mais si c'est le cas, nous glisserons dans une situation similaire à celle de la première guerre mondiale », a-t-il averti.

Les États-Unis n'ont tout simplement pas de bonnes options actuellement. Aucune. La moins mauvaise option, cependant, est de parler aux Russes et non en termes de bras de fer géopolitique et de rêves humides que les États-Unis, d'une manière ou d'une autre, peuvent convaincre la Russie « d'abandonner » la Chine – les États-Unis n'ont rien, zéro, à offrir à la Russie pour le faire. Mais au moins, les Russes et les Américains peuvent enfin régler pacifiquement cette bagarre « hégémonique » entre eux et ensuite convaincre la Chine de s'asseoir enfin comme le « club des 3 grands » à la table des négociations et de décider comment diriger le monde. C'est la seule chance pour les États-Unis de rester pertinents dans le nouveau monde. Soit les États-Unis négocient et acceptent les limites de leur influence, soit ils disparaissent d'une manière ou d'une autre. Quoi qu'il en soit, il y a beaucoup à réfléchir sur cette question, car le monde change à une vitesse folle.



Mon Dieu, vous souvenez-vous de ces temps où l'Amérique était amusante et se moquait d'elle-même sincèrement. MAFA – Make America Fun Again.

▲ RETOUR ▲

.Ce que nous avons appris du programme israélien de vaccins Covid

Gilbert Berdine, MD03/03/2021 Mises.org



MISES WIRE



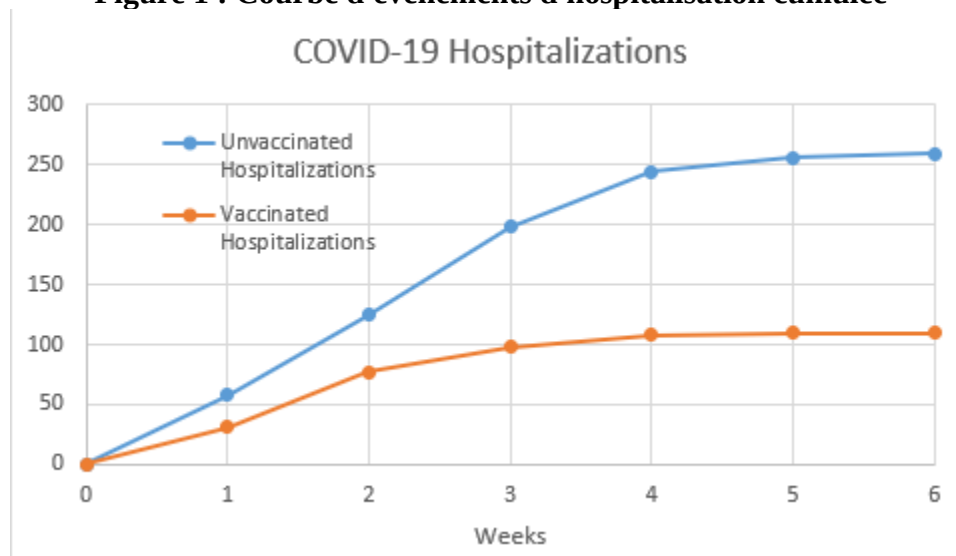
Le New England Journal of Medicine (NEJM) a récemment fait état des résultats d'un essai national à grande échelle en Israël du vaccin covidien de **Pfizer**, le BNT162b2. L'étude conclut que le vaccin a une grande efficacité contre le covid. Le NEJM a la réputation de communiquer des données précises, mais le

conditionnement et la présentation de ces données peuvent fausser les conclusions. Un examen attentif des données suggère que les avantages de la vaccination sont statistiquement significatifs *mais de faible ampleur*.

L'essai a suivi 596 618 sujets qui ont reçu toutes les doses du vaccin pendant une période allant jusqu'à quarante-deux jours (six semaines). Le même nombre de sujets non vaccinés a été apparié aux témoins. La conception de l'étude était solide. Tous les sujets étaient négatifs à la PCR au moment de leur entrée dans l'étude. Les points finaux étaient la conversion du test PCR en positif (cas), les cas plus les symptômes correspondant au covid (cas symptomatiques), les cas symptomatiques qui ont été hospitalisés (hospitalisation), les sujets hospitalisés qui ont développé une maladie grave (hospitalisation grave) et les sujets hospitalisés graves qui sont décédés (décès). Notez que chaque point final est dérivé des points finaux précédents.

Le point fort de l'article est une figure illustrant les courbes d'événements Kaplan-Meier pour chaque point final. La figure 1 illustre la courbe d'incidence brute pour l'hospitalisation, ce qui permettra d'illustrer les traits saillants de toutes les données.

Figure 1 : Courbe d'événements d'hospitalisation cumulée



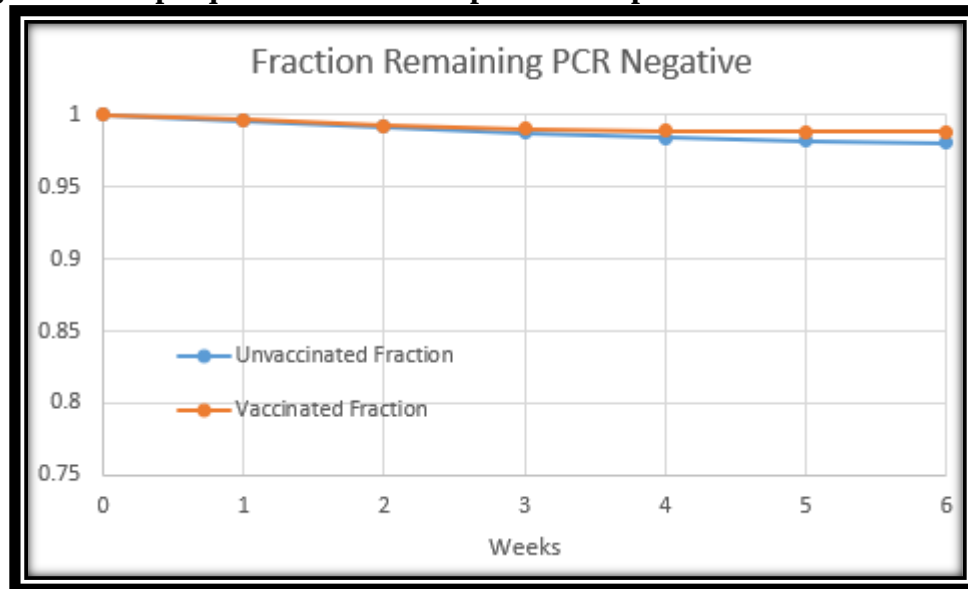
Source : Les données proviennent de Noa Dagan, Noam Barda, Eldad Kepten, Oren Miron, Shay Perchik, Mark A. Katz, Miguel A. Hernán, Marc Lipsitch, Ben Reis et Ran D. Balicer, "BNT162b2 mRNA Covid-19 Vaccine in a Nationwide Mass Vaccination Setting", *NEJM* (2021) : 1-12. La courbe bleue représente le groupe témoin non vacciné. La courbe orange représente le groupe de traitement vacciné.

Les deux courbes augmentent avec le temps. Il y a peu de différence entre le groupe de traitement et le groupe de contrôle pour les semaines 1 et 2 en raison du temps nécessaire pour acquérir l'immunité au vaccin. L'efficacité du vaccin est due à l'aplatissement de la courbe plus tôt pour le groupe de traitement par rapport au groupe de contrôle. Il en résulte un plateau plus bas pour le groupe de traitement. L'efficacité est calculée comme un rapport de cotes et représente la divergence entre les deux courbes sur un intervalle de temps. L'efficacité à partir du moment de la vaccination était de 46 % pour la conversion du test PCR, 57 % pour les covarietomies symptomatiques, 74 % pour l'hospitalisation, 62 % pour l'hospitalisation sévère et 72 % pour le décès. L'efficacité a augmenté de la semaine 0 à la semaine 3 à mesure que l'immunité se développait et que la courbe de traitement s'aplatissait. L'efficacité la plus favorable s'est manifestée de la semaine 3 à la semaine 4 et était de 60 pour cent pour la conversion du test PCR, 66 pour cent pour la maladie symptomatique, 78 pour cent pour l'hospitalisation, 80 pour cent pour la maladie grave et 84 pour cent pour le décès. Ces chiffres d'efficacité sont toutefois trompeurs, car les risques absolus pour le groupe de contrôle étaient faibles.

L'apparition des courbes indique la signification statistique des données. Cependant, la présentation du chiffre amplifie les différences entre des événements peu courants. L'autre présentation des données serait les courbes de survie. La figure 2 illustre les courbes de survie de Kaplan-Meier pour la conversion PCR qui comporte le

plus grand nombre et pourcentage d'événements pour maximiser les différences entre les courbes. La valeur minimale pour l'axe des y doit être de 0,75 afin de percevoir toute différence entre les courbes. Si le minimum de l'axe des y était fixé à 0, comme c'est la procédure habituelle, les courbes ne pourraient pas être distinguées sans une augmentation de la résolution graphique.

Figure 2 : Graphique de survie de Kaplan-Meier pour la conversion de la PCR



Source : Les données sont tirées de Dagan et al, "BNT162b2 mRNA Covid-19 Vaccine in a Nationwide Mass Vaccination Setting". La courbe bleue représente le groupe de contrôle non vacciné. La courbe orange représente le groupe de traitement vacciné.

Pour les événements peu fréquents, le nombre à traiter afin de prévenir un événement peut être une mesure d'efficacité plus utile que les rapports de cotes. Pour l'ensemble du groupe d'étude de 596 618 sujets vaccinés, le nombre à vacciner afin de prévenir un événement unique était de 364 pour la conversion PCR, 490 pour les cas symptomatiques, 4 004 pour l'hospitalisation, 5 014 pour l'hospitalisation avec une maladie grave et 25 940 pour le décès. Ce sont des chiffres très élevés à traiter. Bien que les allégations d'efficacité puissent être statistiquement significatives, l'utilité de la vaccination à l'heure actuelle est très discutable. Pour un coût de 20 dollars par piqûre et de 2 piqûres/vaccination, le coût de la prévention d'un décès serait de plus d'un million de dollars, et le coût de la prévention d'une hospitalisation serait d'environ 160 000 dollars sans tenir compte des coûts des effets secondaires.

L'article du NEJM consacre beaucoup de place à la discussion sur l'efficacité entre les semaines 3 et 4. L'article conclut : "[L]e bénéfice estimé augmente avec le temps." Bien que l'efficacité, qu'elle soit calculée par le rapport de cotes ou par le nombre à traiter, s'améliore de la semaine 0 à la semaine 3 en raison du temps nécessaire pour aplatir les courbes des événements vaccinés (temps d'acquisition de l'immunité), l'efficacité ne continue pas à s'améliorer au-delà de la semaine 3 en raison de l'aplatissement des courbes des événements non vaccinés. L'explication la plus probable de l'aplatissement des courbes d'événements non vaccinés est la diminution de l'incidence des nouveaux cas et de la prévalence des cas actifs à l'heure actuelle. Cette baisse des cas n'est pas due à la vaccination, car elle est mondiale et se produit dans des endroits où il n'y a pas de programme de vaccination. Cette diminution de l'utilité des mesures de lutte contre les infections est également vraie pour les masques, le lavage des mains, l'isolement et la distanciation sociale. La transmission du virus en l'absence de toute mesure de contrôle diminue avec la prévalence du virus.

Bien que des programmes de vaccination à grande échelle puissent avoir un sens dans l'hémisphère sud en raison de l'approche de l'hiver, suivre la science dans l'hémisphère nord conduirait à des politiques de programmes de vaccination volontaires programmés trois semaines avant la prochaine épidémie prévue de virus respiratoires. Pour que l'immunité totale soit atteinte d'ici le 1er octobre prochain, la vaccination à grande

échelle devrait avoir lieu aux alentours du 1er au 7 septembre plutôt qu'à l'heure actuelle. Des données de suivi à plus long terme seront nécessaires avant que nous sachions si la vaccination actuelle protégera contre la prochaine épidémie.

Conclusions

Le programme israélien de vaccination contre la covariose, rapporté par le NEJM, démontre que la vaccination est bénéfique. **Cependant, le bénéfice est faible.** Il est peu probable que la vaccination soit rentable en termes de prévention des futurs coûts de santé. Le bénéfice de la vaccination diminue au fil du temps en raison de la baisse de la prévalence du virus covid-19. La politique gouvernementale actuelle pour l'hémisphère nord devrait prévoir la manière de vacciner les personnes qui se portent volontaires pour la vaccination pendant une période allant du 1er au 7 septembre plutôt que d'obliger les gens à se faire vacciner maintenant.

Gilbert Berdine est professeur associé de médecine au Centre des sciences de la santé de l'Université Texas Tech et membre de l'Institut du marché libre de l'Université Texas Tech.

▲ RETOUR ▲

.Une énergie plus chère, c'est pour bientôt

Par [biosphere](#) 2 mars 2021



[Philippe Escande](#), éditorialiste économique au MONDE, se voulait un véritable adepte de la civilisation motorisée doublé d'un croyant technologisé : « Les constructeurs doivent investir massivement pour préparer la plus importante transition technologique de leur histoire, celle vers la voiture électrique et le véhicule autonome... »

[Aujourd'hui](#) Escande commence à prendre conscience des réalités, une trajectoire mortifère :

« Nous ne sommes pas sortis de l'auberge si la plus grave crise économique de l'après-guerre et le gel par la Covid-19 d'une bonne partie de l'activité industrielle n'aboutissent qu'à nous remettre dans les clous d'un accord largement bafoué...2020 n'aura-t-elle donc été qu'une parenthèse vertueuse sur une trajectoire mortifère, cette « guerre suicidaire contre la nature »... Déjà, les pays de l'OPEP échafaudent leurs plans d'accroissement de la consommation de pétrole à la faveur de la reprise économique à venir... La trajectoire actuelle d'émission de CO2 des entreprises du CAC 40 les porte vers un réchauffement de 3,5 °C... »

Mais il se garde bien de nous conseiller la sobriété énergétique et d'envisager l'inéluctable [dévoiturage](#).

Philippe Escande nous rappelle [encore plus récemment](#) que :

« L'énergie a un coût qui sera de plus en plus élevé avec les contraintes climatiques. Cela ne peut qu'exacerber les tensions sociales. Le prix de l'énergie est un sujet politiquement explosif. La France n'y a pas échappé en 2018, avec le soulèvement des « gilets jaunes » contre la hausse des taxes sur les carburants. En 2018, les camionneurs s'étaient mis en grève au Brésil pendant dix jours pour protester contre la hausse des prix des carburants, paralysant un pays entièrement dépendant du transport routier... Jair Bolsonaro a été élu. En 2021 une annonce d'augmentation des prix de 15 % du diesel et de 10 % de l'essence a été fatale au patron de la compagnie pétrolière nationale Petrobras. Il faudra convaincre, camionneurs, politiques et citoyens qu'il n'y a plus d'énergie bon marché. »

Quelques [réactions sur lemonde.fr](https://lemonde.fr) :

Electron : On oublie souvent que 80% de notre énergie primaire est d'origine fossile, donc productrice de CO₂, et non renouvelable. Pourquoi autant ? Parce qu'elles sont très énergétiques, faciles à produire et à utiliser, transportables et stockables. Mais le pétrole va commencer à disparaître, très certainement dans les 20 ans qui viennent. Alors par quoi remplacer ? C'est une énorme question, avec des implications éventuellement considérables sur notre civilisation. Car sans énergie nous ne sommes plus grand chose.

Rick Deckard : Si le coût de l'énergie est de plus en plus élevé ce n'est pas dû aux contraintes climatiques mais aux contraintes politiques. Le baril est à 66 \$, il y 10 ans on nous l'annonçait à 300 \$.

Michel SOURROUILLE : étonnant que la sobriété énergétique, nécessaire dans une société thermo-industrielle complètement dépendante des énergies fossiles, ne soit pas abordée, ni par Escande, ni par les commentateurs. Le choc pétrolier ultime qui arrivera quand le prix du baril explosera, personne ne nous y prépare, on est trop obnubilé par le réchauffement climatique et le Covid...

Lecteur du ghetto : Si la combustion des énergies fossiles est vraiment un grave danger pour la planète et l'humanité, il faut investir pour trouver le moyen de recycler le carbone émis... et il faut surtout FAIRE CESSER LA DEMOGRAPHIE GALOPANTE qui est la seule réalité qui promet les pires excès, quel que soit les choix faits en matière d'énergie.

Frog : On peut éventuellement arrêter de consommer du pétrole demain. Par contre la démographie... Figurez-vous qu'une fois que les gens sont nés, il y a 60 à 100 ans d'inertie. C'est après-guerre qu'il aurait fallu y penser, on y repensera après les prochaines guerres...

Bientôt le choc pétrolier ultime ?

Le monde est un baril de pétrole qui ne demande qu'à s'enflammer. Qui aurait dit en septembre 1972 que le prix du baril allait quadrupler au cours de l'année 1973, entraînant pour les années suivantes stagnation de l'activité économique et inflation (stagflation) ? Aujourd'hui il suffit d'une attaque de drones contre des installations pétrolières en Arabie saoudite pour que s'envolent les cours. Le cours du Brent est monté de 10 % à 66 dollars le baril le lundi 16 septembre 2019. Les attaques de hier ont réduit de plus de la moitié la production saoudienne, qui perd ainsi 5,7 millions de barils par jour – ce qui correspond à environ 5 % de l'offre mondiale. C'est la plus soudaine baisse de production de l'histoire du pétrole, plus encore que lors de la première guerre du Golfe. La crainte d'un conflit plus important au Proche-Orient est omniprésente. « Cette attaque est le “Big One” », lançait ainsi le *Wall Street Journal*, en référence au surnom donné à un tremblement de terre dévastateur.

Le premier choc pétrolier de 1974 a été suivi d'un second en 1979, toujours pour des considérations géopolitiques : guerre du Kippour entre Israël et l'Égypte, puis arrivée de Khomeiny au pouvoir en Iran. La découverte de pétrole dans les pays hors OPEP avait entraîné un contre-choc dans les années 1980, aujourd'hui

nous n'avons plus d'alternatives possibles. Le marché de l'or noir ne considère que le très court terme, et du moment que l'offre égale la demande, le prix reste faible. Par contre à moyen terme les réserves de combustibles fossiles se feront beaucoup plus réduites, nous approchons du choc pétrolier ultime, le moment où les traders considéreront que le prix de l'essence, du gas-oil, du fuel et du kérosène ne peut qu'augmenter par disparition de la ressource. Notons d'ailleurs que l'augmentation actuelle du baril est insuffisante pour les Américains, dont le coût d'extraction du pétrole de schiste approche les 80 dollars le baril, laissant le secteur lourdement déficitaire.

[Le réchauffement climatique a occulté le pic pétrolier](#), l'actualité nous renvoi brutalement aux fondamentaux. Les importations de pétrole constituent 5 % de nos importations, mais permettent 95 % de notre PIB. **Sans énergie, nos systèmes économiques complexes s'effondrent.** Rappelons ce qu'écrivait un spécialiste de l'automobile en 1979, JA Grégoire : « *L'observateur ne peut manquer d'être angoissé par le contraste entre l'insouciance de l'homme et la gravité des épreuves qui le guette.* Comme le gouvernement crie au feu d'une voix rassurante et qu'on n'aperçoit pas d'incendie, personne n'y croit. Jusqu'au jour où la baraque flambra. Comment l'automobiliste pourrait-il admettre la pénurie lorsqu'il voit l'essence couler à flot dans les pompes et lorsqu'il s'agglutine à chaque congé dans des encombrements imbéciles ? Cette situation me paraît beaucoup plus inquiétante encore que celle des Français en 1938. Ceux qui acceptaient de regarder les choses en face apercevaient au-delà des frontières la lueur des torches illuminant les manifestations wagnériennes, ils entendaient les bruits de bottes rythmant les hurlements hystériques du Führer. Tous les autres refusaient de voir et d'entendre. On se souvient de notre réveil en 1940 ! » ([Vivre sans pétrole](#))

Vivre sans pétrole sera le challenge du XXI^e siècle, lire notre biosphere-Info :

16 mars 2016, [BIOSPHERE-INFO, bientôt la crise pétrolière ultime](#)

▲ RETOUR ▲

.La génération des écrans, dégénérescence

Par [biosphere](#) 4 mars 2021

[Michel Desmurget](#) : « Le premier scandale fut celui du tabac. Puis vinrent les pesticides, l'amiante, le réchauffement climatique, etc. Tous ces désastres auraient pu être anticipés. Il faut dire que les industriels firent de gros efforts pour cultiver le scepticisme, le bien commun s'abîma dans les fanges du profit. Aujourd'hui, c'est au tour de l'industrie numérique d'exploiter le filon. Les articles contradictoires se multiplient sans jamais se répondre. On minaude, on tergiverse, on relativise. En un mot, on vend du doute. Tout propos contrariant devient sans délai « alarmiste », « caricatural » ou « anxiogène ». Toute mise en garde est prestement accusée de « diaboliser les écrans » ou de « culpabiliser les parents ». Au final, cette cacophonie remplit pleinement son rôle : maintenir l'équivoque et retarder autant que faire se peut toute prise de conscience collective. **Lorsque l'arsenal des outils numériques actuels (tablettes, smartphones, consoles, ordinateurs, etc.) est mis à disposition des enfants et des adolescents, les pratiques ne s'orientent pas vers l'idéal positif fantasmé dont on nous rebat les oreilles (quatorze heures par jour de Wikipédia, tu parles !), mais vers une orgie d'usages récréatifs dommageables. En moyenne, les 8-12 ans consacrent treize fois plus de temps à se divertir qu'à étudier.** Constaté cela n'est en rien technophobe. Ce n'est ni une opinion personnelle, ni une hypothèse ouverte à controverse ; c'est un fait scientifique aujourd'hui établi. »

FakeDreams [sur lemonde.fr](#) : Clair, net, précis et déprimant. En effet le message est contrariant et nous montre le défi de notre temps : comment accepter massivement les faits qui nous dérangent, quand des faits dits alternatifs, des récits..., nous sont disponibles en masse et surtout bien plus plaisants. **Rien n'indique que « le vrai » nous est accessible, nos cerveaux ne sont pas faits pour ça.**

Jef 974 : Le problème n'est pas le temps passé sur des écrans ludiques. Le problème est la dévalorisation quasi-complète du savoir rationnel, de l'expertise et de cette culture qui ne s'acquiert que par l'effort et l'austérité et qui donne ses significations profondes aux mots Humanité, Citoyenneté ou Exigence. Jugé trop ch***te... Le QI baisse, les causes sont connues, les dénoncer expose au suicide social ou politique. Dans ces situations, les choses finissent généralement par une catastrophe, qui permet aux survivants de repartir sur d'autres bases. Nous y fonçons.

ManuLeMytho : Les smartphones n'auraient jamais dû être autorisés aux mineurs, on glisse vers un délire total. La racine du problème est ce libéralisme qui autorise de mettre tout et n'importe quoi sur le marché sans débat ni principe de précaution alors que les dégâts sont irréversibles. C'est valable pour la bagnole, l'amiante, l'agrochimie, les PCB, les OGM, pesticides, la télé-réalité, la chirurgie esthétique, le gangsta rap, les médias appartenant à des grosses fortunes... La liste est sans fin et **l'autodestruction globale en marche.**

▲ RETOUR ▲

.DISLOCATION GÉNÉRALE...

4 Mars 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND



Pour revenir à une vieille nouvelle, Vinci "Airports" a perdu 70 % [de sa clientèle](#), exemple typique du dinosaure incapable de subir une moindre variation de biotope.

Mais ce n'était qu'une mise en bouche. [Lufthansa](#) croque les millions à pleines dents, chaque jour.

[Les avions cargos](#), eux, sont dopés par la pandémie. Mais ce n'est qu'un trompe l'oeil, cette activité, "avant", était moribonde, structurellement déficitaire.

*"Selon une autre étude d'IBA, citée par le quotidien économique Les Echos, les flottes des compagnies aériennes auraient perdu en moyenne 10% à 20% de leur valeur en un an. Ainsi, l'Airbus A380 peut être qualifié de victime du Covid : sa valeur a diminué de 10 fois en une année. Le prix catalogue de l'A380 a chuté de 400 millions de dollars il y a un an à 46,5 millions d'euros. **Sur les quelque 250 A380 encore opérationnels à travers le monde, pas plus de trois ou quatre volent actuellement.**"*

Et c'est encore trop peu, un avion qui ne vole pas, c'est le cas de la moitié d'entre eux, c'est comme un navire à l'ancre : ça coûte un bras, les charges sont fixes, et le plus simple, le plus efficace, c'est de tailler dans la masse et de les envoyer à la casse, si celle-ci est en mesure de les absorber...

De toute façon, le nombre d'avions cargos, environ 1200, c'est ridicule par rapport au reste de la flotte. Une niche tout au plus.

[Chez Natixis](#), les actionnaires comprennent leur douleur, le placement "sans risque", vendu 19.55 euros en 2006 se voit proposer un prix de rachat de 4... Superbe. Effectivement, on ne leur a pas expliqué pour qui il n'y avait pas de risque.

Aux ZUSA, [les d'jeuns](#) (enfin, ceux qui ne se livrent pas au trafic de drogue), se suicident et ont des niveaux scolaires lamentables. La plupart ne doivent même pas être capable d'écrire leur nom. On ne parle même pas de l'espérance de vie, en chute accélérée, les "N..." qui s'entretient à grande allure et à qui mieux mieux,

Les Echos [cassent du sucre](#) sur le dos de **Warren Buffet** qui n'a pas engrangé de profits substantiels. Et pour cause, les autres profits doivent simplement être tout à fait fictifs.

[France](#), échec économique complet de "l'économie de l'offre", de Macron et Hollande, succédant à celle de Chirac et Sarkozy. La taille du déficit atteint 80 milliards, et 110 avec l'Europe. Moralité : pour être un partisan de "l'Europe", et de l'euro, il faut être complètement paumé et/ou un fou évadé de l'asile.

	Exportations totales						Importations totales						Balance commerciale					
	Total		Intra-UE		Extra-UE		Total		Intra-UE		Extra-UE		Total		Intra-UE		Extra-UE	
	Jan-Déc 20	Croiss / Jan-Déc 19	Jan-Déc 20	Croiss / Jan-Déc 19	Jan-Déc 20	Croiss / Jan-Déc 19	Jan-Déc 20	Croiss / Jan-Déc 19	Jan-Déc 20	Croiss / Jan-Déc 19	Jan-Déc 20	Croiss / Jan-Déc 19	Jan-Déc 20	Croiss / Jan-Déc 19	Jan-Déc 20	Croiss / Jan-Déc 19	Jan-Déc 20	Croiss / Jan-Déc 19
Belgique	367,1	-8%	236,2	-9%	130,9	-6%	345,6	-10%	210,9	-8%	134,7	-12%	21,5	17,2	25,2	31,0	-3,8	-13,8
Bulgarie	27,9	-6%	18,3	-4%	9,5	-11%	30,4	-10%	18,7	-9%	11,7	-10%	-2,6	-3,9	-0,4	-1,5	-2,2	-2,4
Tchéquie	167,4	-6%	133,5	-6%	33,9	-7%	148,7	-7%	108,3	-8%	40,5	-3%	18,7	17,9	25,2	23,0	-6,5	-5,0
Danemark	94,7	-4%	48,8	-6%	45,9	-2%	84,7	-3%	58,1	0%	26,6	-9%	10,0	11,6	-9,3	-6,2	19,3	17,8
Allemagne	1 207,0	-9%	634,6	-9%	572,4	-9%	1 024,6	-7%	647,1	-7%	377,6	-7%	182,4	228,3	-12,4	3,3	194,8	225,0
Estonie	14,3	-1%	9,5	-4%	4,8	7%	15,1	-6%	11,4	-7%	3,8	-3%	-0,8	-1,7	-1,9	-2,3	1,1	0,6
Irlande	156,7	3%	63,6	13%	93,0	-2%	85,7	-6%	32,7	-5%	52,9	-5%	71,0	61,5	30,9	21,8	40,1	39,7
Grèce	30,7	-9%	17,6	-1%	13,1	-19%	48,6	-13%	27,7	-3%	20,9	-23%	-17,9	-22,0	-10,1	-10,8	-7,8	-11,2
Espagne	268,4	-10%	164,0	-8%	104,4	-13%	284,2	-15%	161,6	-11%	122,6	-19%	-15,8	-34,6	2,4	-3,6	-18,2	-31,1
France	427,0	-16%	229,0	-13%	198,0	-20%	509,5	-13%	336,6	-10%	172,8	-18%	-82,5	-74,7	-107,6	-110,5	25,2	35,8
Croatie	14,8	-3%	10,0	-1%	4,9	-6%	23,3	-7%	17,9	-9%	5,4	0%	-8,4	-9,8	-7,9	-9,6	-0,5	-0,2
Italie	433,5	-10%	221,7	-10%	211,9	-10%	370,0	-13%	215,2	-11%	154,7	-15%	63,6	56,1	6,4	3,8	57,2	52,3
Chypre	2,7	-13%	0,9	-27%	1,8	-3%	7,6	-7%	4,4	-8%	3,1	-6%	-4,9	-5,1	-3,5	-3,6	-1,3	-1,5
Lettonie	14,1	1%	8,8	1%	5,3	0%	16,0	-6%	12,1	-4%	3,8	-10%	-1,8	-2,9	-3,3	-4,0	1,5	1,1
Lituanie	28,6	-3%	16,0	-2%	12,6	-5%	29,0	-9%	20,4	-4%	8,5	-21%	-0,4	-2,3	-4,4	-4,9	4,1	2,6
Luxembourg	12,1	-18%	9,7	-17%	2,4	-20%	18,2	-16%	16,2	-10%	2,0	-43%	-6,1	-7,0	-6,5	-6,3	0,3	-0,6
Hongrie	105,2	-6%	82,2	-5%	23,0	-4%	101,0	-6%	71,4	-8%	29,6	-2%	4,2	2,9	10,8	9,3	-6,6	-6,4
Malte	2,3	-13%	1,2	-19%	1,2	-6%	4,6	-27%	2,6	-21%	2,0	-34%	-2,2	-3,6	-1,5	-1,9	-0,8	-1,7
Pays-Bas	590,1	-7%	387,6	-6%	202,5	-8%	522,2	-8%	216,7	-5%	305,5	-10%	67,9	65,2	170,9	164,5	-103,0	-119,4
Autriche	147,9	-7%	101,5	-6%	46,4	-10%	150,5	-9%	115,7	-8%	34,9	-11%	-2,6	-5,4	-14,1	-17,4	11,5	12,0
Pologne	236,9	-1%	174,8	-1%	62,0	0%	224,8	-6%	151,3	-4%	73,5	-7%	12,0	1,2	23,5	18,6	-11,5	-17,4
Portugal	53,8	-10%	38,4	-9%	15,4	-12%	67,8	-15%	50,6	-14%	17,2	-18%	-14,1	-20,1	-12,2	-16,6	-1,8	-3,5
Roumanie	61,8	-10%	45,8	-9%	16,0	-13%	80,5	-7%	59,2	-6%	21,2	-10%	-18,7	-17,6	-13,5	-12,5	-5,2	-5,1
Slovénie	39,2	-2%	26,4	-9%	12,8	14%	36,8	-6%	21,6	-12%	15,2	2%	2,4	0,8	4,8	4,5	-2,4	-3,6
Slovaquie	75,2	-6%	59,3	-7%	15,9	-1%	73,8	-8%	59,3	-7%	14,5	-15%	1,4	-0,4	0,0	0,5	1,4	-0,9
Finlande	57,7	-12%	31,3	-13%	26,4	-11%	59,3	-10%	42,4	-7%	16,9	-17%	-1,6	-0,2	-11,1	-9,5	9,6	9,2
Suède	136,1	-6%	71,0	-6%	65,2	-4%	130,5	-8%	88,2	-5%	42,2	-14%	5,7	1,4	-17,3	-17,8	22,9	19,2

Données sources : est. st. 27. 2020/mars

ec.europa.eu/eurostat

Pour mémoire, avant l'euro, la balance commerciale française était excédentaire... Si on continue dans cette voie, la logique c'est de baisser les retraites de 50 %, et les salaires de 25%...

▲ RETOUR ▲

.VISIONS D'AVENIR...

3 Mars 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

1. L'emploi - Le taux de chômage réel s'étale **entre 15 et 40 %** dans la totalité des pays, avec un taux moyen plus près des 30 %. Les chômeurs sont donc priés de ne pas se casser le cul à chercher un emploi qui, de toute façon, n'existe pas. [Le mineur](#), viré, par exemple, n'a strictement aucune chance de retrouver un emploi, et devrait se consacrer aux patates, dans son mobil-home, ou mieux, son bunker souterrain, creusé de ses propres mains. Pour un mineur, il a l'habitude. (Pour moi, son avenir n'a absolument rien d'incertain, il est pré-emballé).

2. Retraites - Les fonds de pension sont déjà largement morts, et ceux subsistants, mourant.

3. Compagnies aériennes - Les bétailières volantes vont être plus chères, pour les veaux. De toute façon, la finalité des voyages est totalement futile dans 90 % des cas. Et le voyageurs intempérant, capable, par exemple, de payer pour un voyage simulé, mérite la camisole de force. De toute façon, il n'y a pas beaucoup "d'airports", capables de survivre économiquement... Sauf pour les avions à piston...

4. Hôtellerie, tourisme - Le futile concerne aussi le tourisme de masse qui va totalement disparaître. Petit Nicolas, qui doit passer un an au gnouf, ne pourra plus tenir ses conférences dans les hôtels. Entre nous, un an, c'est pas beaucoup. Il aurait dû être passé au karcher. J'ai juste, là ???

5. Bureaux - Le bureau, c'est souvent le travail de merde par excellence. Complètement improductif, la plupart du temps, c'est peigner la girafe, et la meilleure manière de rationaliser, c'est de virer le max de personnes. Les mots "travail" et "bureau" sont exclusifs l'un de l'autre.

6. Grandes villes - Trop consommatrices de fluides de tous genres (énergie notamment) et je trouve Yves Cochet très optimiste quand il parie sur un - 50 % pour Paris. Les riches, s'ils veulent partir ailleurs, seront quand mêmes les victimes du crash. Ils auraient dû tout faire pour l'éviter, plutôt. Paris, pendant la guerre de 100 ans, et la grande crise d'effondrement du XIV^e-XV^e siècles, c'est plutôt un - 80 %. Et des rentes qui disparaissent.

7. Grandes entreprises - Les grandes entreprises sont trop fragiles et trop dépendantes d'un biotope disparu ou en voie de disparition. Les multinationales disparaîtront vite, victimes d'elles-mêmes (bien fait), et la production sera locale, le commerce concernera des miettes. Et en plus sera réputé amenant des maladies.

8. Banque et finance - 90 % de l'activité économique des banques relèvent de la branlecouillie, échanges entre banques de je ne sais quoi, complètement fictifs.

9. Grands états et organismes internationaux - Certains grands états ont disparus, URSS et empires coloniaux, maintenus sous une autre forme, comme la françafrique, qui visiblement, se délite rapidement, d'autres devraient suivre : Chine, USA, UE, ou plutôt se fragmenter. En dessous, les états classiques auront un destin varié, certains vont certainement se disloquer (Belgique, Royaume Uni, Allemagne), d'autres pourront se maintenir par habitude, avec une grande autonomie locale, et certainement, un communisme municipal, des féodaux locaux, grands psychopathes devant l'éternel, mais résolus et actifs, pas des trous-du-cul, disant "l'état ne peut pas tout". De fait, le féodal s'occupe de tout, même de ce qui ne le regarde pas...

Beaucoup souffriront et mourront à cause de la pauvreté, de la famine, des maladies et des guerres. L'ampleur de cette dévastation sera bien plus grande que celle du coronavirus (qui tend plutôt vers le ridicule). Voir, la fin de l'URSS. C'est simplement, l'économie qui recolle à la physique.

Ce qui a été vu à la fin de l'URSS, c'est le retour à la terre (le jardin familial), les liens personnels, une décroissance massive de la pollution et des pollutions en tous genres. Après, le changement climatique, va vite sortir des préoccupations...

Le cadre bobo de région parisienne va rire jaune. Ses vacances à Rhodes sont foutues. Et comme je l'ai dit pour les retraités, si beaucoup sont en mode survie à l'heure actuelle, une bonne partie (les plus aisés), sont en mode décérébrage intensif, avec un bouton réglé sur "voyages-croisières" et des émissions de télévisions qui voient des vieux vendre leurs immobiliers en viager pour "profiter de la vie, faire des voyages et des croisières..."

▲ RETOUR ▲



« Immobilier, rien ne semble freiner la hausse !!! »

par [Charles Sannat](#) | 4 Mar 2021

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Oui, j'aime l'immobilier, comme j'aime les métaux précieux, non pas que comme Louis de Funès dans la folie des grandeurs je compte mes pièces chaque matin au réveil, non, j'aime les actifs tangibles dans une optique patrimoniale par les temps qui sont les nôtres.

Tout simplement.

Dans un monde de dettes, un actif tangible a son existence propre. Les banques peuvent s'effondrer, la bourse peut trembler et chuter, les marchés obligataires peuvent exploser en vol, tant que vous n'avez pas de guerre, la pierre, elle, reste-là où elle est. Si c'est la guerre, vous pouvez toujours fuir avec vos pièces vers des cieux plus cléments.

Et dans tout cela, l'immobilier a un avantage double que l'or n'a pas. Le premier c'est que l'on vous autorise à acheter de l'immobilier à crédit, ce qui n'est pas le cas de l'or, et que l'immobilier parce que vous y mettez un locataire dedans vous rapporte un rendement, ce que ne peut logiquement pas faire l'or qui est de la « monnaie ». La monnaie ne rapporte jamais rien. C'est ce que l'on en fait qui rapporte !

En parcourant la presse aujourd'hui, je suis tombé sur cet article en « Une » du site [Boursorama.com ici](#). Voici con titre éloquent s'il en est.

Rien ne semble pouvoir arrêter la progression des prix de l'immobilier

« Rien ne semble pouvoir arrêter la progression des prix de l'immobilier, pas même un an de crise sanitaire, deux confinements et la fermeture des agences immobilières pendant douze semaines. Selon le baromètre SeLoger, le prix du m² en France est en hausse de 6,7% sur un an pour atteindre 3 601 euros en moyenne. « Pour retrouver des progressions aussi rapides, il faut remonter à l'été 2011 » indique Michel Mouillart, porte-parole du Baromètre LPI-SeLoger« .

Remonter à l'été 2011, vous vous souvenez de la situation économique à l'été 2011 ? Beaucoup pensaient à l'époque que la zone euro pouvait exploser tant elle était engluée dans l'impuissance politique et économique. La BCE et son gouverneur Mario Draghi n'avaient pas encore déclaré le « je ferais tout ce qu'il faut, et croyez-moi, ce sera suffisant » !

Alors les gens se ruaient logiquement sur la pierre. Les taux avaient monté, ils n'y allaient pas à coup de crédit, mais de cash en banque. Je m'en souviens très bien, à l'époque j'étais encore à la BNP, et depuis 2009 je voyais de très grosses sommes sortir des comptes en banque pour financer cash des acquisitions immobilières. Valeur refuge.

Et l'article de Boursorama de poursuivre

Une pénurie de biens à vendre

« Le prix de vente des appartements a atteint, en moyenne, 3 874 euros du m² au terme d'une hausse de 5,9 % sur un an. Par ailleurs, la crise sanitaire a créé regain d'appétence des Français pour les biens spacieux et disposant d'un espace extérieur (balcon, terrasse, jardin), si bien que les maisons ont vu leurs prix de vente s'envoler de 7,7 % sur un an à 3 308 € du m² en moyenne.

À l'origine de cette hausse, des stocks de biens disponibles à la vente anormalement bas, les propriétaires craignant de ne pas pouvoir se reloger après qu'ils auront vendu. En effet, dans un contexte plombé par la crise sanitaire, les ventes reculent. « En janvier dernier, l'activité du marché de l'ancien est en baisse de 15,1 % sur 1 an » indique Michel Mouillart, tout comme le niveau de production des crédits immobiliers.

Par ailleurs, la demande non seulement se renforce mais aussi évolue. « La transformation de la demande se renforce avec l'accentuation des difficultés des ménages modestes pour réaliser leurs projets immobiliers » fait remarquer Michel Mouillart. « Le marché continue donc à se déplacer vers des produits de meilleure qualité et de localisation plus recherchée, donc plus chers, sur un marché en récession ».

Des inquiétudes très fortes, poussent ceux qui ne sont pas obligés de vendre à garder leur bien et à rester où ils sont. Résultat ? Une forte baisse du nombre de biens à vendre. Et qui dit moins de biens à vendre et une demande soutenue, dit... une hausse des prix. Simple.

Autre élément que soulève Michel Mouillart à juste titre, ce sont les changements d'usage. On pense évidemment aux extérieurs, je ne veux plus être confiné dans un 50m² avec mes 2 enfants, et je veux de l'espace, et cet espace est possible car avec le télétravail, je peux avoir accès à d'autres territoires en réalité nettement plus attractifs et nettement plus « rentables » également en terme de pouvoir d'achat immobilier d'une part, et de pouvoir d'achat général d'autre part. Dans mon petit coin de Normandie, le kilo de bœuf ne ne vend pas à 40 €... mais à 19 € !

La province caracole !

« Alors que les prix étaient en recul depuis janvier 2020, ils sont repartis à la hausse à Bordeaux où le prix au m² augmente de 7,5 % sur un an (à 5 103 euros), à Nîmes où le prix du mètre carré est en hausse de 7,6 % sur un an (à 2 189 euros) et à Reims où les prix progressent de 9,7 % (à 2 846 euros) ».

Les villes de province permettent justement d'augmenter votre pouvoir d'achat immobilier et donc d'améliorer considérablement votre niveau de vie et votre cadre de vie ! C'est le grand mouvement à l'œuvre, et il n'est pas certain que Paris en sorte vainqueur, car au niveau contraintes/coûts, il n'y a pas pire.

A cela vous pouvez rajouter l'obsolescence programmée de l'immobilier ancien, le choc de la loi énergie/climat qui va changer considérablement les équilibres du marché immobilier, et l'arrivée du télétravail massif.

C'est pour toutes ces raisons que j'ai consacré mon dernier dossier Stratégies à l'immobilier neuf, et particulièrement à la stratégie de la décennie, l'achat dans le neuf qui peut s'avérer une excellente stratégie patrimoniale avec recours à l'effet de levier de la dette tant que les taux sont très bas, ce qui finira par changer. Avec une fenêtre de tir de 12 à 24 mois pour le faire dans les meilleures conditions. Le dossier est en téléchargement dans vos espaces lecteurs. Pour ceux qui veulent s'abonner et [en savoir plus, c'est ici](#) !!

Restez à l'écoute.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

L'attaque des Echos contre Warren Buffett. « Berkshire Hathaway : Un oracle au crépuscule »

Berkshire Hathaway : Un oracle au crépuscule... rien que le titre vaut le détour !

C'est une attaque en règle du journal Les Echos contre Warren Buffett, qui certes, n'est plus très jeune avec ses 90 printemps, mais qui est un puits de science économique et boursière.

« Warren Buffett défend un modèle d'investissement à l'encéphalogramme plat ».... c'est la première idée défendue par le journal.

Il est vrai que Warren Buffett n'investit pas dans le Bitcoin.

D'ailleurs il n'a jamais investi dans les start-up de la bulle Internet car il ne comprenait rien à ce que les jeunes « geeks » de l'époque lui racontaient.

Des fortunes ont été perdu.

Pas la sienne ni celle de ses clients !

« Année 2020 : rien ».

Un jour peut-être, les « Buffettologues » découvriront l'inscription sur les carnets du patron de Berkshire Hathaway.

A la tête de la dixième capitalisation boursière du globe, Warren Buffett, rentré bredouille l'an dernier de sa traditionnelle chasse à l'éléphant malgré un fusil de 138 milliards de cash, a de toute façon déjà la tête sur le billot des Dave Portnoy, le meneur des sans-culottes du trading, des Chamath Palihapitiya, le Louis-Philippe d'Orléans de la spéculation, et des autres gourous financiers des réseaux sociaux.

Il est difficile en effet de ne pas voir dans la dernière lettre de l'oracle d'Omaha à ses actionnaires un tenant de l'Ancien Régime de l'investissement, une époque où sur les marchés, une main moins visible que celle des banques centrales permettait la détermination de prix ayant une rationalité économique, et où le concept de retour à la moyenne n'était pas rendu théorique par une sorte d'élastique indécelable.

Celle-ci a offert au titre Berkshire Hathaway de battre trente-sept fois Wall Street ces cinquante-cinq dernières années, mais seulement la moitié du temps pendant la dernière décennie. Le nonagénnaire en est réduit à défendre les rachats d'actions qu'il critiquait chez les autres, à hauteur d'un record de 25 milliards de dollars, soit 5 % du capital de Berkshire. La « prime Buffett » sur l'actif net est tombée sous les 10 % ».

Sauf que quand on regarde le graphique de l'évolution des cours du Berkshire, on constate qu'il y a 10 ans la part valait moins de 150 000 dollars et qu'elle vaut presque 400 000 dollars aujourd'hui. Ce n'est pas une mauvaise performance, car, contrairement à ce que dit le journal les Echos, ne rien acheter ou presque pendant un an ou deux, ne pose aucun problème à Warren Buffet, car il n'achète que ce qui pour eux semblent être des opportunités, et quand il n'y a pas d'opportunité, on n'achète pas !

Ce n'est pas une preuve de manque de résultat, c'est une preuve d'intelligence financière.

Warren Buffet a une vision patrimoniale, pas spéculative, il a une vision de long terme, pas de court terme .

C'est vrai que ce n'est plus très à la mode, et que cela le sera de moins en moins avec les générations SMS, puis tablettes, suivi des générations smartphones et snapchat...

Moi, j'aime la stratégie Buffet et je ne m'en cache pas !

Charles SANNAT

Le cauchemar NATIXIS

Cela couine du côté des actionnaires de Natixis qui viennent de sortir la couinemuse du boursicoteur spolié par les grands méchants banquiers.

J'ai toujours pensé que ce n'était pas une bonne idée d'acheter des actions de banques dans une crise financière durable et profonde.

Natixis : « scandaleux », « catastrophe »... Le cauchemar des actionnaires continue

« Les actionnaires de Natixis ont appris, début février, que BPCE, la maison-mère, voulait racheter pour 4 euros leurs actions, acquises à un prix 5 fois plus élevé en 2006. Plus de 1 500 investisseurs ont depuis signé une pétition pour dénoncer ce dénouement qu'ils jugent « scandaleux ». « Absolument scandaleux d'être obligé de revendre 4 euros des actions achetées 19,55 euros », s'indigne Thomas. « Le montant n'est pas en relation avec le prix de départ de l'action. La démarche ne s'inscrit pas dans un objectif de conseil que peut délivrer une banque », renchérit Marc. En ce début mars, les actionnaires de la première heure de Natixis ne décolèrent pas depuis l'annonce de BPCE de vouloir faire main basse sur leurs titres.

En effet, début février, le groupe composé des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne a fait savoir qu'il avait l'intention d'acquérir les quelques 30 % de capital de Natixis mis en bourse au prix de 4 euros l'action. Cette annonce fait suite à une année 2020 chaotique pour Natixis, marquée par des revenus plombés par le coronavirus, l'affaire H2O et le départ mouvementé de son patron. Ce dénouement vient, qui plus est, clôturer une vie boursière particulièrement tourmentée« .

Oui, du côté de Natixis et de sa maison mère BPCE c'est un peu beaucoup le bazar !

Et cela dure depuis longtemps.

Mais le débat va porter sur le fait que la mise en bourse de Natixis a été sans doute présentée un peu trop comme un placement de bon père de famille !

« L'introduction en bourse de Natixis fin 2006 avait pourtant été un vrai succès. « Ce n'est pas étonnant car c'est un dossier tranquille », clamait à l'époque un gestionnaire d'actifs cité dans L'Express. Quelque 2,8 millions d'investisseurs particuliers avaient en effet acquis des titres pour 19,55 euros, un prix jugé à l'époque

cohérent avec les estimations des analystes. Finalement, le dossier ne fut pas si « tranquille ». Empêtrée dans la crise financière de 2008, l'action Natixis est tombée à moins de 0,80 euro début 2009.

A la lecture des dizaines de commentaires laissés par les signataires, ce rachat vient raviver de vives douleurs. Et ce n'est finalement pas tant le prix avancé par BPCE que les conditions de la mise en vente de l'action en 2006 qui semblent être à l'origine du problème. « Notre conseillère nous a fortement conseillés d'acheter cette action à l'époque, j'en ai même pris pour les enfants, résultat : la catastrophe ! », écrit par exemple Véronique.

Un avis dont se fait aussi écho Charles-Henri d'Auvigny, président de la Fédération des investisseurs individuels et des clubs d'investissement : « Sur le prix, on ne peut pas gagner à tous les coups. Et lorsque l'on regarde le parcours boursier de Natixis par rapport à d'autres banques, il n'est pas si mauvais que cela. En revanche, ce qui est problématique est que l'introduction en bourse de Natixis se soit passée dans des conditions particulières. On a vendu des actions Natixis dans tout le réseau Banque Populaire – Caisse d'Epargne en expliquant aux clients que c'était un placement sûr. Bien évidemment, cela ne peut être le cas, car c'est un investissement en capital qui est donc par nature risqué », explique-t-il à MoneyVox ».

Et c'est là que la bât blesse.

Il va être très intéressant de voir le combat qui se terminera sans doute devant les tribunaux entre les petits actionnaires qui se sentent floués et la grande banque qui essaie de nettoyer discrètement ses années d'errements financiers.

En ce qui me concerne, je pense qu'il n'y a jamais de cadeau et que le petit actionnaire est toujours le couillon qui sert de contrepartie à la prise de bénéfices des gros. Si une banque introduit en bourse une filiale, ce n'est pas pour faire gagner de l'argent aux petits...

Il ne faut pas être naïf, ni se faire tenter par l'appât du gain.

Enfin pour conclure, c'est en 2006 que Natixis est introduite en bourse au plus haut ou presque, car après, dès l'été 2007, ce sera la crise des subprimes. Un superbe timing pour les uns. Une catastrophe pour les autres.

Charles SANNAT Source [Moneyvox ici](#)

Grande peur. « Une remontée des taux serait dramatique en Europe »

Pour **Philippe Simonnot**, la BCE est en train de paniquer car « une remontée des taux serait dramatique en Europe pour les États fortement endettés. »

Je ne peux qu'être d'accord avec cette affirmation, et c'est parce que cette affirmation est juste que les taux ne monteront pas.

Ils ne monteront pas à court terme (12 à 24 mois) et les banques centrales ne les laisseront monter qu'après que l'inflation soit montée afin de rester toujours en taux réels négatifs même avec de l'inflation.

Ce sera la ruine des « rentiers », mais ce sera toujours mieux que la ruine généralisée.

Charles SANNAT

Panique sur l'économie ? « Une remontée des taux serait dramatique en Europe »

Les tensions sur le marché obligataire inquiètent les marchés. L'économiste Philippe Simonnot considère au micro de Sputnik qu'il s'agit d'un «premier avertissement»: l'éventuel signe avant-coureur d'une reprise de l'inflation des biens et services. L'expert prédit une situation « dramatique » si cette remontée des taux se confirmait en Europe.

La remontée des taux obligataires est la principale menace pour les marchés. Les traders ont les yeux fixés sur ces données depuis que le taux américain à dix ans a franchi le seuil symbolique des 1,5 % le 25 février pour la première fois depuis février 2020. Dans le sillage de cette hausse, l'OAT français était même repassé un temps en territoire positif. Ce n'était plus arrivé depuis juin 2020. Depuis, la pression à la hausse est retombée. Ce 3 mars à 15h, l'obligation américaine à dix ans est repassé sous les 1,5 % quand son pendant français est retourné dans le négatif. Mais le coup de semonce a bien été entendu par le monde de la finance.

« C'est le plan Biden qui a déclenché cette remontée des taux aux États-Unis. Certains opérateurs de marché se sont inquiétés d'un retour de l'inflation », explique au micro de Sputnik l'économiste Philippe Simonnot. Le successeur de Donald Trump veut frapper un grand coup afin de redresser une économie américaine malmenée par le Covid-19. 1.900 milliards de dollars, c'est le montant de son plan de relance qui vient d'être approuvé le 27 février par la Chambre des représentants.

« Harder, better, faster, stronger »

La veille, les marchés mondiaux subissaient un mini-krach obligataire. De New York à l'Asie, les bourses ont décroché. Au Japon, l'indice Nikkei a accusé une chute de près de 4 %.

« Il s'est ajouté à ce contexte une montée des prix des matières premières, notamment du pétrole. Le baril est à plus de 60 dollars. Ce qui est beaucoup dans une période de croissance faible », analyse Philippe Simonnot. Selon l'expert, rien d'étonnant: «L'industrie du pétrole de schiste aux États-Unis est en difficulté, plusieurs compagnies ont abandonné des projets. Les marchés ne sont pas aveugles et anticipent une baisse de l'offre.»

En plus d'une hausse de l'or noir scruté par les marchés, la remontée des taux obligataires est prise très au sérieux par ces derniers. Et par les banques centrales. Le 2 mars, Fabio Panetta, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), y est allé d'une citation qui fait écho à l'actualité musicale : « Harder, better, faster, stronger » (meilleure, plus rapide, plus forte). C'est ainsi qu'il a décrit l'état d'esprit de la BCE pour lutter contre la remontée des taux, rendant ainsi un hommage à Daft Punk, le célèbre duo de musique électronique qui vient de se séparer.

L'institution basée à Francfort est prête à sortir l'artillerie lourde. Selon Fabio Panetta, elle «ne doit pas hésiter» à se servir du programme d'achat d'urgence face à la pandémie (PEPP) d'un montant de 1 850 milliards d'euros. Et ce même si le bilan de la BCE a passé les 7.000 milliards d'euros. Cela représente plus de 70 % du PIB de la zone euro.

François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France et membre du Conseil des gouverneurs a tenu à se montrer rassurant. La BCE « peut et doit réagir » a-t-il martelé. « Dans la mesure où ce resserrement (des taux obligataires NDLR) est injustifié, nous pouvons et devons réagir face à cela, en commençant par une flexibilité active des achats du PEPP », a lancé le gouverneur de la Banque de France.

Pour Philippe Simonnot, la BCE est en train de paniquer :

« Une remontée des taux serait dramatique en Europe pour les États fortement endettés. »

Selon l'expert, la remontée des taux obligataires toucherait moins l'Oncle Sam que le Vieux Continent :

« Il faut souligner que l'économie américaine est celle qui s'en sort le mieux face à la crise du Covid-19, mis à part la Chine, qui est un cas particulier. Le processus de destruction créatrice joue normalement. Ce qui n'est pas le cas en Europe et encore moins en France. »

En 2020, les États-Unis ont subi leur pire récession depuis 1946. Mais la chute de leur PIB de 3,5 % est sans commune mesure avec les -8,3 % encaissés par la France. Sans parler des 11 % de récession en Espagne ou des 8,9 % de recul en Italie.

« Ce qui est inquiétant, c'est le retour de l'inflation »

L'Italie est justement au centre des préoccupations de Philippe Simonnot.

« La première victime d'une forte remontée des taux en Europe serait l'Italie. La nomination de Mario Draghi a été la réponse à l'inquiétude provoquée par la dette italienne. C'est leur dernière chance. Si Draghi échoue, l'horizon est plus que sombre. Sachant que l'instabilité politique est très forte en Italie, on comprend que les marchés s'inquiètent. »

Le prédécesseur de Christine Lagarde à la tête de la BCE vient de prendre le poste de président du Conseil des ministres d'Italie après une énième crise politique. Et il a fort à faire dans un pays dont les indicateurs économiques sont au rouge, notamment du côté du secteur bancaire.

Plus globalement, Philippe Simonnot estime que la remontée des taux obligataires est la première étape vers un retour de « l'inflation réelle » :

« Ce qui est inquiétant, c'est le retour de l'inflation sur les biens et services. La remontée des taux obligataires est un premier avertissement. C'était prévisible. »

D'après lui, le cocktail est d'autant plus dangereux que « les valorisations sur les marchés sont totalement insensées ». Par exemple, la marque de voitures électriques Tesla, dirigée par le fantasque milliardaire Elon Musk, vaut environ 700 milliards de dollars. Un chiffre bien supérieur à la valorisation du numéro un mondial de l'automobile, le japonais Toyota. La marque nipponne valait moins de 200 milliards de dollars le 10 décembre à 16h, comme le rapporte Les Échos. Toyota vend pourtant beaucoup (beaucoup) plus de voitures que Tesla !

Marchés survalorisés et remontée des taux. Le cocktail du krach ? C'est toute la question comme le souligne Philippe Simonnot :

« Est-ce suffisant pour déclencher une panique boursière ou un krach ? Difficile de prédire l'avenir, mais je ne le pense pas, pour le moment. »

Pour le moment.

Source Agence de presse russe [Sputnik.com ici](https://sputnik.com/fr)

▲ RETOUR ▲

Est-ce que quelqu'un se soucie de savoir si la dette nationale américaine va bientôt franchir le cap des 30 000 milliards de dollars ?

Michael Snyder 4 mars 2021



Je ne pensais pas que cela arriverait. Il y a quelques années, lorsque la dette nationale américaine a franchi la barre des 20 000 milliards de dollars, je ne pensais pas qu'elle atteindrait un jour les 30 000 milliards. Mais à l'heure actuelle, la dette nationale américaine est d'environ 28 billions de dollars, et nos politiciens à Washington sont sur le point d'adopter une "loi d'allégement" de 1,9 billions de dollars. Nous allons devoir emprunter chaque dollar que nous dépensons dans le cadre de cette loi, et cela s'ajoutera à tous les emprunts "normaux" que nous faisons déjà. Ainsi, à la fin de 2021, la dette nationale américaine franchira la barre des 30 000 milliards de dollars. Je suis assis ici à chercher des mots qui rendront justice à la stupidité de cette situation, mais je n'arrive pas à en trouver. Nous sommes littéralement en train de commettre un suicide financier national, mais moins d'Américains semblent se soucier des questions budgétaires que jamais auparavant.

Selon le Bureau d'analyse économique, le PIB américain est tombé à 20,93 billions de dollars en 2020.

Ainsi, une fois que notre dette nationale aura franchi la barre des 30 000 milliards de dollars, notre ratio dette/PIB augmentera pour atteindre 150 %.

C'est de la folie.

Mais la plupart des Américains sont très favorables au "projet de loi d'allégement" COVID de 1,9 trillion de dollars qui est actuellement examiné par le Congrès, car il prévoit des "paiements de relance" plus directs au peuple américain.

Bien sûr, la majeure partie de l'argent de ce projet de loi ne va pas directement au peuple américain. En fait, une analyse a révélé que les paiements directs ne représentent qu'environ 35 % de tout l'argent alloué...

Environ 22 % de la facture totale provient des 422 milliards de dollars mis de côté pour les chèques de relance de 1 400 dollars par personne. Un autre 13 % (246 milliards de dollars) est destiné à prolonger le financement supplémentaire de 400 dollars par semaine pour les chômeurs.

Et c'était avant que Joe Biden et les démocrates modérés du Sénat ne conviennent de réduire considérablement le nombre d'Américains qui auront droit à ces paiements...

Le président Joe Biden a accepté un compromis avec les démocrates modérés afin de réduire les revenus éligibles pour la prochaine série de chèques de relance de 1.400 dollars qui sont inclus dans un projet de loi que le Sénat devrait adopter cette semaine, a déclaré une source démocrate à CNN mercredi.

Cela signifie que 7 millions de familles de moins recevront un paiement partiel que ce qui aurait été prévu dans la version de la Chambre du projet de loi, selon une estimation du Penn Wharton Budget Model. La nouvelle proposition coupera complètement la route à ceux qui gagnent plus de 160 000 dollars par an et aux personnes qui gagnent plus de 80 000 dollars par an.

Une grande partie de l'argent du "projet de loi de secours" va en fait aller à des "projets porcins" qui ont la faveur d'éminents démocrates. Voici quelques exemples...

PolitiFact a évalué comme "Principalement vrai" une affirmation des conservateurs de Stand for America selon laquelle le projet de loi contient des projets sans rapport avec le sujet. Parmi les exemples cités dans ce contrôle des faits, on trouve un pont de 1,5 million de dollars reliant New York et le Canada, un projet de métro ferroviaire de 100 millions de dollars dans la Silicon Valley, 480 millions de dollars pour la préservation et le maintien de la langue amérindienne et 50 millions de dollars de subventions pour la justice environnementale.

Il semble que certains de ces "projets porcins" ne figureront pas dans la version finale du projet de loi qui sera signé par Biden, mais il y aura toujours des milliards et des milliards de dollars de dépenses inutiles.

Mais qu'importe un milliard de dollars de toute façon, n'est-ce pas ?

Après tout, une pile d'un milliard de billets d'un dollar ne ferait qu'un demi-mille de haut...

Si vous empiliez des billets de 100 dollars les uns sur les autres, un million de dollars se trouverait à environ trois pieds de distance, soit à peu près la hauteur d'une chaise ou d'un enfant en bas âge.

Et si vous continuez à empiler les billets de 100 dollars, en passant éventuellement devant le sommet du plus haut bâtiment du monde, en vous envolant à un peu plus d'un demi-mile, cela ferait un milliard de dollars.

Un trillion de dollars, c'est une autre affaire.

Pour arriver à un trillion de dollars, il faudrait une pile de billets d'un dollar qui dépasserait l'orbite de la Station spatiale internationale...

Vous auriez ainsi empilé des billets de 100 dollars dans la stratosphère et devant la station spatiale internationale. Vous devriez empiler ces billets à 631 miles au-dessus de la croûte terrestre. Cela équivaldrait à un trillion de dollars. Imaginez maintenant 28 piles de billets de 100 dollars de 631 miles de haut.

C'est la dette de l'Amérique.

Nous sommes piégés dans une spirale de la dette sans fin qui s'est fortement accélérée ces dernières années.

La seule façon de maintenir le jeu est de continuer à créer, emprunter et dépenser plus d'argent, et ce faisant, nous anéantissons littéralement le brillant avenir que nos enfants et nos petits-enfants étaient censés avoir.

Thomas Jefferson a essayé de nous mettre en garde contre les dangers d'une dette nationale importante...

Je place l'économie parmi les premières et les plus importantes vertus, et la dette publique comme le plus grand des dangers à craindre.... Pour préserver notre indépendance, nous ne devons pas laisser nos dirigeants nous charger d'une dette perpétuelle.... Nous devons choisir entre l'économie et la liberté ou la profusion et la servitude.... Si nous nous endettons, nous devons être taxés dans notre viande et notre boisson, dans nos besoins et notre confort, dans notre travail et nos loisirs.... Si nous pouvons empêcher le gouvernement de gaspiller le travail des gens, sous prétexte de s'occuper d'eux, ils seront heureux.

Mais même si nous étions la nation la plus riche et la plus prospère de toute la planète, nous ne pouvons pas nous en empêcher.

Nous devons simplement continuer à dépenser l'argent qui appartenait à nos enfants et à nos petits-enfants, et

maintenant nous avons accumulé la plus grande montagne de dettes de l'histoire de l'humanité.

Jefferson a compris que la dette publique était un moyen pour une génération de voler l'argent des autres générations...

"Le principe de la dépense d'argent à verser à la postérité, sous le nom de financement, n'est qu'une escroquerie à l'avenir à grande échelle".

Depuis que Barack Obama est entré à la Maison Blanche, nous avons volé plus de 100 millions de dollars aux futures générations d'Américains, à chaque heure de chaque jour.

Pensez à cela.

Ce que nous faisons aux futures générations d'Américains est plus que criminel.

Bien sûr, si nous restons sur la voie que nous suivons actuellement, il n'y aura pas d'Amérique du tout.

Quelqu'un peut-il m'expliquer comment cette histoire peut bien se terminer ?

Je pose des versions de cette question depuis des années, et personne n'a jamais relevé le défi.

C'est parce qu'il est évident pour tout le monde que notre histoire va se terminer de façon tragique.

Dans notre cupidité insatiable, nous détruisons systématiquement les États-Unis d'Amérique, et nous devrions avoir honte de nous-mêmes.

▲ RETOUR ▲

Coronavirus, la faillite de la logique marchande

Myret Zaki 10. avril 2020



La pandémie a révélé tout le passif d'un système orienté profit mais faible au plan de la responsabilité sociale et du souci de l'intérêt général. Mais comme le système financier en particulier sera une fois de plus sauvé par la planche à billets, l'impulsion manquera pour engager des réformes de fond.

On aurait pu critiquer cent ans les manquements du système économique toujours plus inégalitaire qui régit le monde globalisé. En rappelant combien ce système favorise les grandes entreprises par rapport aux petites, et les gros salaires par rapport aux petits. Combien il récompense mieux le capital que le travail. Combien il préfère l'endettement aux progressions salariales. Combien il accélère le changement climatique sans allouer les ressources suffisantes à la transition énergétique. Combien il favorise un productivisme extrême, notamment

dans le secteur hospitalier, qui épuise le personnel et rabote le nombre de lits. Combien il favorise l'alimentation industrielle et son lot d'antibiotiques, d'additifs ou d'hormones. Combien il favorise les maladies du travail liées au stress, la prise d'opioïdes et autres psychotropes, plutôt qu'une véritable politique de santé publique. Combien la course au profit est aussi le moteur de l'épidémie d'obésité. Et combien l'ensemble de ces maux accroissent les maladies, affaiblissent le système immunitaire et le rendent tributaire de médicaments et de vaccins, qui enrichissent les géants de la pharma.

Et en disant tout cela, on aurait prêché cent ans dans le désert. Mais la pandémie mondiale de coronavirus est venue révéler, de manière bien plus éloquente, la somme de toutes ces failles du système et avec elles, les conséquences de certaines politiques économiques, de certains choix de société et d'une certaine vision du monde, toujours plus orientée vers le profit plutôt que vers le bien-être social, malgré les discours vantant la responsabilité sociale et environnementale.

Services publics et médias délaissés

La pandémie nous montre combien la logique marchande qui est montée en force depuis quelques décennies nous a éloignés de politiques d'intérêt général et a dégarni les services publics et délaissé l'économie locale, menant à des issues socialement absurdes.

D'un côté, les compagnies aériennes, jugées essentielles à l'économie, bénéficieront d'une aide spécifique de la Confédération et se verront avancer les liquidités nécessaires à leur reprise d'activité, sans même s'engager en direction d'une transition écologique nécessaire. Le secteur bancaire suisse et international, lui aussi, a bénéficié d'une aide massive apportée aux activités de gestion et de marchés, grâce aux injections de liquidités sans précédent des principales banques centrales.

D'un autre côté, les médias sont laissés à leur sort. Alors que le secteur de l'information joue un rôle public de premier plan pour tenir au fait la population, la logique financière impose aux éditeurs de journaux des coupes drastiques dans les effectifs et dans les moyens des rédactions, au motif que leur chiffre d'affaires publicitaire baisse. Un média, bien qu'il serve l'intérêt public, est censé dégager des profits, et au minimum couvrir ses coûts, à l'instar d'une marchandise ordinaire. En Suisse, cette logique a également prévalu dans la décision du Conseil fédéral de ne pas soutenir directement ce secteur, bien qu'il représente un droit fondamental des citoyens, le droit à l'information.

Toujours en Suisse, les petits agriculteurs et les petites entreprises, eux aussi, n'ont pas reçu d'aide suffisante ou adéquate, sachant que leur situation était déjà fragilisée avant cette crise. D'un côté, les producteurs agricoles ont été pour l'essentiel liés par des accords d'exclusivité avec les gros distributeurs, leur interdisant de fournir directement la population en produits frais tels que fruits et légumes, au moment même où les gros distributeurs n'arrivaient plus du tout à suivre les commandes et à livrer les consommateurs dans des délais raisonnables. Cette crise aurait pu profiter à l'agriculture de proximité et aux producteurs locaux, mais ce n'est pas le cas.

De leur côté, les petits indépendants qui ont dû fermer leurs commerces ont certes obtenu des indemnités et allocations correspondant à leurs cotisations sociales, mais ils ont été priés, pour le reste, de s'endetter pour payer les loyers commerciaux, qui restent dûs malgré la fermeture de leurs magasins. Dans leur cas, l'endettement est un lourd fardeau qui pèsera sur leurs épaules des années durant. Les temps étaient déjà difficiles pour les commerçants, qui souffrent depuis des années de la concurrence fatale de l'e-commerce.

L'économie réelle, celle des salariés non indexés à la bourse, et des épargnants de la classe moyenne, sera la plus impactée par cette crise. Pour les petits épargnants et les retraités, la politique des taux négatifs avait déjà radicalement modifié la donne. Les bas de laine qui étaient auparavant placés en obligations sûres, touchaient un rendement sans prise de risque. C'était ce qu'on pouvait appeler la rente du pauvre. Depuis quelques années, les taux négatifs ont supprimé les rendements sans risque de l'épargne, que ce soit pour les avoirs placés à la

banque ou pour les capitaux de retraite gérés par les caisses de pension. Avec une épargne érodée, des coups durs comme cette pandémie majeure ne font que raboter davantage la sécurité financière de la classe moyenne. D'un autre côté, les actionnaires restent prioritaires, même après des années de rendements records: par exemple, UBS et Credit Suisse, auxquels on reprochait comme à d'autres groupes de verser des dividendes élevés en ces temps de crise, ont résolu le problème en les versant en deux tranches séparées, plutôt qu'en y renonçant pour utiliser ces fonds pour préserver les emplois et les salaires. Les bénéfices des grands groupes s'étaient déjà nettement plus traduits par des versements de dividendes que par des revalorisations de salaires, durant la décennie écoulée.

Des hôpitaux devenus centres de profit

Mais l'illustration la plus éloquente du déficit en responsabilité sociale nous est fournie par le secteur des hôpitaux. Le secteur de la santé, confronté à la même logique marchande, préférait lui aussi ne plus avoir de centres de coûts, uniquement des centres de profits: pour rendre les hôpitaux plus rentables, on avait partout réduit le nombre de lits d'hospitalisation à temps complet ces 40 dernières années. L'objectif était de renvoyer le patient chez lui à la seconde où c'était envisageable et d'assurer une rotation maximale des lits. Entre 1998 et 2018, le nombre de lits pour 1000 habitants est passé de 6,3 à 4,5 en Suisse. En France, où existent des chiffres pour 1980, il y avait alors 11 lits pour 1000 habitants, ce qui donne une idée du changement de normes qui s'est opéré. Aujourd'hui, la France a divisé ce ratio par deux (6,5). Aux USA, il y avait 8 lits /°° en 1970, 6 lits en 1980, et moins de 3 aujourd'hui. De même, l'investissement dans le personnel infirmier était insuffisant partout dans le monde avant la crise. On avait réduit les effectifs dans les soins à la portion congrue, et des grèves et burnouts ne cessaient de ponctuer la vie de la profession infirmière.

Le monde s'est aussi éveillé à l'impensable pénurie complète de masques, les mêmes calculs d'épicier l'ayant privé des protections anti-virus les plus basiques: pour libérer quelques surfaces, pour économiser quelques charges, on avait sacrifié de gigantesques stocks de masques chirurgicaux et de solutions désinfectantes. Le monde du flux tendu (ou du juste-à-temps) est par définition antinomique à la notion de stocks.

On l'aura compris, les services hospitaliers dégarnis ne sont que le révélateur d'un «business model» social plus vaste, qui alloue les ressources de façon peu sociale et peu inclusive. Les ressources ont été sous-allouées à tout ce qui concerne le bien-être général et sur-allouées à d'autres activités, moins collectives, moins d'intérêt public, mais très gourmandes en création monétaire, en particulier le système financier. Autant les secteurs précités ont reçu peu, autant le système financier a reçu, en 2008, des aides incalculables qui ont abouti au surendettement de la plupart des pays de l'OCDE.

Avec la planche à billets, rien ne sera appris

Cette situation se répète aujourd'hui. Depuis septembre dernier, le marché américain du crédit à court terme a connu une crise de liquidités, peu ou pas expliquée, qui a justifié un soutien massif de la banque centrale américaine. On assiste au sauvetage – devenu permanent - des marchés du crédit financier, à savoir les emprunts au jour le jour, destinés à financer les investissements spéculatifs de gérants de fonds, véhicules hors bilan, traders à haute fréquence, hedge funds, négociants, fonds quantitatifs. Un univers spéculatif qui dépasse aujourd'hui même la taille des bilans bancaires. L'arrivée de la crise en février a fourni le prétexte de découpler ces subventions déjà considérables au «casino boursier», et les prêts au système financier se chiffrent en plusieurs milliers de milliards depuis quelques semaines.

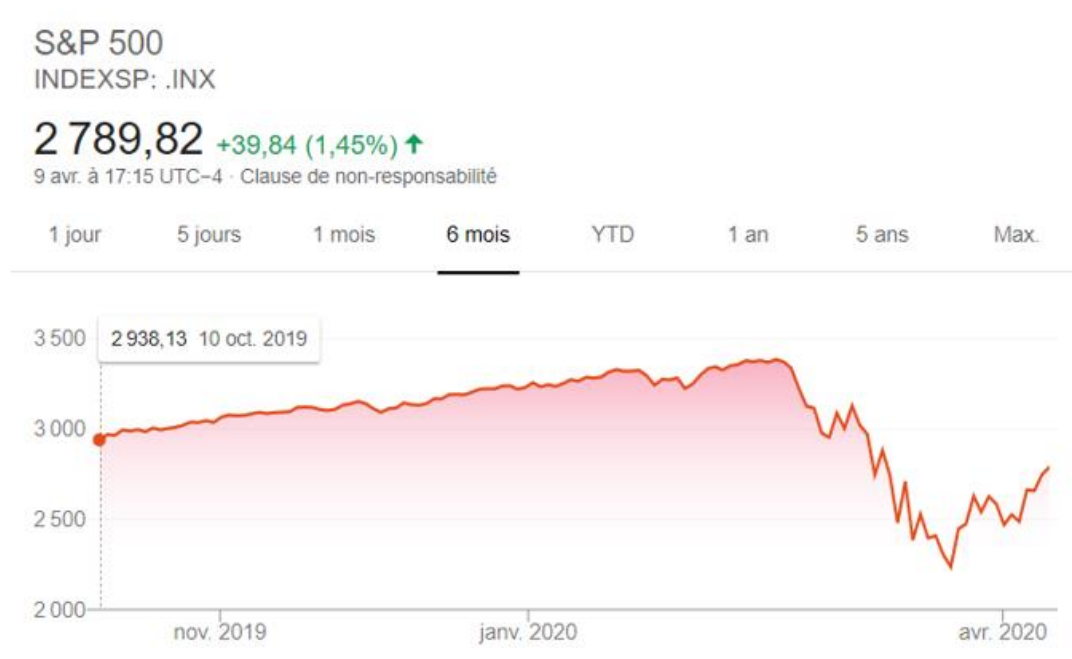
Ici, il faut souligner une différence majeure. Tandis que les décisions d'allouer des ressources aux petites entreprises et à l'économie réelle font en général l'objet d'un examen public méticuleux et doivent passer par les parlements et faire l'objet de compromis, les décisions de refinancer les marchés financiers, elles, se prennent en quelques heures et ne font l'objet d'aucune consultation populaire, bien qu'elles impliquent un endettement public supplémentaire lié à l'émission de titres. Cet endettement est un coût supporté par la

collectivité: d'une part, quand un Etat est surendetté (pour avoir suralloué de telles liquidités), il doit couper dans le social. C'est actuellement le cas aux Etats-Unis, où le budget 2021 de Trump prévoit des coupes dans la sécurité sociale. D'autre part, la création monétaire gigantesque (on fait généralement référence à la «planche à billets») se traduit par une dévaluation de la monnaie, à savoir de l'inflation. Le pouvoir d'achat de la monnaie chute au fil des ans. C'est un autre coût supporté par le citoyen, sans consultation démocratique.

Ceci étant posé, rien ne sera appris, cette fois encore. Ce système économique, qui est certes durement secoué par la pandémie mondiale, n'a pas démontré sa capacité à se remettre en question car il n'en n'a jamais eu la nécessité. En 2008, l'échec du système a été récompensé par des banques centrales qui ont hissé les marchés financiers à leurs records de tous les temps à travers leurs politiques de rachats de titres, à l'aide de la planche à billets.

Peu de chances que le paradigme change

Cette fois-ci encore, quand l'économie reprendra plus tard cette année, nous anticipons qu'il n'y aura pas de réelle remise en question, ni de changement de paradigme. Cette affirmation se base sur un indicateur très simple: les gains boursiers phénoménaux des dix dernières années sont loin d'avoir été éliminés par le krach de février-mars 2020. La logique de soutien illimité des banques centrales aux marchés financiers, sans commune mesure avec le reste de l'économie, fait encore gagner trop d'argent aux acteurs du secteur, tout en prétendant que de telles politiques ne représentent nul coût pour la collectivité. La finance se portant bien, il n'y donc pas d'incitation forte chez ses protagonistes à se remettre en question ou à souhaiter que la prévention des crises collectives de type pandémies coûte plus cher ou requière un changement de modèle. Entre le 19 février et le 23 mars dernier, l'indice américain des actions S&P 500 a perdu 34%. Mais il a déjà rebondi de 25% depuis, suite aux annonces de liquidités. Un bull market qui semble avoir escompté la crise, déjà ce 10 avril 2020. A ce jour, le gain du S&P depuis son creux de 2009 et en incluant le récent krach reste de 237%. L'indice se trouve aujourd'hui, malgré tous les cris d'orfraie, à son (très haut) niveau de juin 2019, grâce à l'action annoncée comme «illimitée» de la banque centrale américaine, qui a donné un signal d'achat artificiel et quasi-autoritaire au marché. Autant dire que cette crise ne laisse que très peu de traces sur la bourse, alors même qu'elle provoquera une récession dans l'ensemble de l'économie mondiale, à commencer par un recul du PIB américain estimé à 34% au deuxième trimestre, et des millions de pertes d'emplois dans le monde développé.



Le modèle n'a pas payé pour ses failles

La logique financière aboutit à une déconnexion entre l'économie réelle et l'économie boursière, qu'illustre particulièrement le cas américain. Nous analysons les Etats-Unis avec un œil sur la Suisse, dont les choix de réponse à la crise, comme le sauvetage du secteur aérien et l'incitation à l'endettement des entreprises, semblent inspirés du modèle américain. Mais tandis que l'économie réelle se retrouvera face à ses pertes, ses dettes, son chômage, l'économie boursière est protégée des pertes, est administrée par la planche à billets aux frais du contribuable, bénéficie de ses propres plans de sauvetage, y compris depuis bien avant la crise du coronavirus.

En conclusion, nous estimons que cette crise ne suffira pas à imposer dans l'immédiat un agenda de réformes sérieuses au système économique actuel, qui n'aura pas suffisamment perdu de plumes pour se réinventer, son excroissance financière étant prioritairement préservée des pertes et des coûts inhérents à ce modèle. Il reste que la crise a révélé au monde tous les coûts cachés d'un système trop focalisé sur la croissance des PIB, sur ses manquements, ses erreurs de calcul, et l'échec de ce paradigme à assurer le bien-être économique et social pour le plus grand nombre.

▲ RETOUR ▲

Quand ce simulacre de parodie d'une imposture finit-il par implorer ?

Charles Hugh Smith Mercredi 3 mars 2021

Les crises qui se renforcent mutuellement ne sont pas dans le futur, elles sont ici maintenant, et le shuck-and-jive de Jay Powell a perdu ses pouvoirs magiques pour couvrir la pourriture avec des bulles spéculatives.

Combien de fois devons-nous encore voir Jay Powell affirmer que sa bulle spéculative n'est pas une bulle, et que son expansion massive des fortunes des milliardaires créera comme par magie des emplois pour tous ceux qui vivent dans le monde réel qu'il a créé de stagnation, de dépression sociale et d'inégalité ?

En d'autres termes, quand cette parodie de simulacre de parodie implorera-t-elle enfin ? Quand l'Univers se lassera-t-il des mensonges, de la fraude, des détournements de fonds et de la corruption et fera-t-il tomber toute cette mascarade pourrie ? Quand nous laisserons-nous de la vieille histoire de la reflation, racontée par un idiot, pleine de bruit et de fureur, ne signifiant rien ?

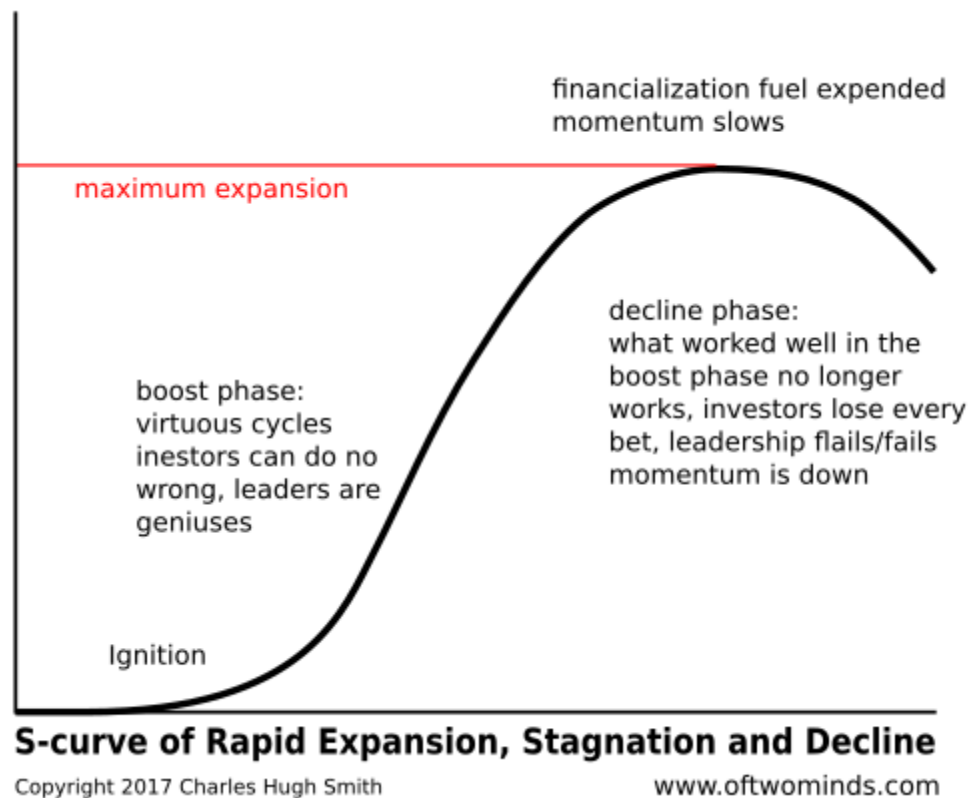
Nous savons tous que la réponse du statu quo à l'effondrement financier mondial de 2008 a été une parodie de simulacre - de la fumée et des miroirs, de fausses façades de "reprise", des "réformes" simulacres, des éclatements de bulles en série et des coups de pied de canette politiquement opportuns, le tout basé sur l'emprunt et l'impression de billions de dollars, de yens, d'euros et de yuans, de quattrons, etc. et leur acheminement vers les financiers, les entreprises, les monopoles, les copains et les milliardaires.

Quand la parodie d'un simulacre prendra-t-elle enfin fin ? Combien d'autres "sauvetages" le système Ponzi de la banque centrale possède-t-il ? Wall Street et sa vaste armée d'apologistes, de laquais, de crapauds, de comploteurs, d'escrocs, d'arnaqueurs et de profiteurs nous feront croire que la bulle "Tout est permanent" et que son expansion continue cachera toute la pourriture systémique qui vide l'Amérique.

D'un autre côté, peut-être que la manipulation, le mensonge et l'artifice ne peuvent plus empêcher la bulle "Tout" d'éclater. Le tableau que j'ai préparé en 2008 (ci-dessous) nous donne un aperçu de la confluence des crises qui ne sont plus à venir - elles sont là maintenant.

Les cycles ne sont pas des lois de la nature, bien sûr ; ce ne sont que des enregistrements de périodes précédentes de croissance/excess/épuisement/effondrement, et non des prédictions en soi. Néanmoins, leur répétition reflète la dynamique systémique de la croissance, de la crise et de l'effondrement, et l'étude des cycles est donc instructive même si nous stipulons qu'ils ne sont pas prédictifs.

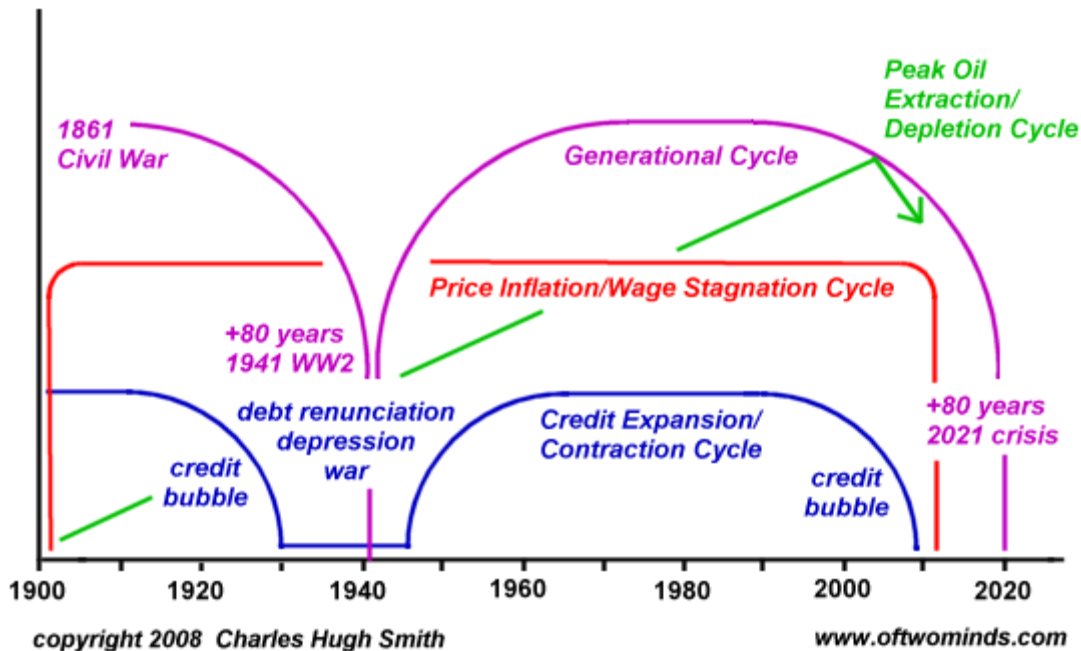
Ce qui est prévisible, c'est la façon dont les systèmes tendent à suivre une courbe en S de croissance rapide avec ensuite des sommets en excès, stagnent dans l'épuisement et ensuite se dévaluent ou implosent. Nous pouvons voir toutes sortes de choses atteindre le sommet et entrer dans l'épuisement ou l'effondrement : la financiarisation, l'État sauveur, l'expansion du crédit chinois, la production de pétrole, la dette des étudiants, etc.



Comme chaque mécanisme qui s'épuise ou implose tend à être remplacé par un autre mécanisme, cela crée le cycle récurrent d'expansion/excédent / épuisement/effondrement.

Quatre cycles à ondes longues sont représentés sur le graphique :

Intersection of Four Long-Term Cycles



1. Le cycle d'expansion/renonciation du crédit, alias le cycle de Kondratieff. Le crédit se développe lorsque le crédit est coûteux et investi dans des actifs productifs. Le crédit atteint un excès lorsqu'il est bon marché et qu'il est mal investi dans la spéculation et les rachats d'actions, et lorsque la garantie disparaît, le crédit est alors renoncé/supprimé.

C'est inexact, mais il est évident que le cycle organique d'expansion de l'après-guerre a été prolongé par l'orgie d'impression de monnaie et de crédit de la banque centrale.

2. Le cycle générationnel de quatre générations/80 ans décrit dans le livre fondateur *The Fourth Turning*. L'histoire américaine suit étrangement un cycle de 80 ans de crises et de profondes transformations : 1860 (guerre civile), 1940 (guerre mondiale et empire mondial) et bientôt, 2020, l'implosion de l'État sauveur fondé sur la dette et de l'économie financiarisée.

3. Le cycle de 100 ans d'inflation-déflation décrit dans le livre magistral *La Grande Vague : Les révolutions des prix et le rythme de l'histoire*. Le prix du pain est resté presque constant en Grande-Bretagne tout au long du XIXe siècle. En revanche, le 20e siècle a été caractérisé par l'inflation : le dollar américain a perdu environ 96 % de sa valeur depuis le début du 20e siècle.

Une autre caractéristique de ce cycle est la stagnation des salaires : les gens gagnent moins même si le coût des produits de première nécessité augmente, une dynamique qui conduit inévitablement à des crises et des bouleversements politiques. Les agences fédérales ont été chargées de masquer la baisse du pouvoir d'achat des salaires à l'aide de statistiques très amusantes, mais voici comment détecter la stagnation des salaires dans le monde réel : calculez combien d'heures le salarié moyen a dû travailler en 1975, 1985, 1995 et 2005 pour payer les produits de première nécessité et les produits non essentiels courants.

Si vous teniez un registre de vos dépenses, vous constateriez probablement, comme moi, que mon salaire m'a permis d'acheter beaucoup plus de biens et de services en 1975, 1985 et 1995 qu'aujourd'hui, même si le salaire nominal était beaucoup plus bas.

Demandez-vous comment il se fait que des emplois qui payaient 12 dollars en 1985 paient encore 12 dollars de l'heure. Combien ces 12 dollars achètent-ils aujourd'hui par rapport à ce qu'ils pouvaient acheter en 1985 ? Très

peu.

Jay Powell, vous et le reste de vos petits chiens de Wall Street avez laissé tomber le salarié américain. Vous avez enrichi les 0,1% du haut et appauvri les 90% du bas. Comme le documente ce rapport de la RAND Corporation, (Trends in Income From 1975 to 2018) 50 000 milliards de dollars de revenus ont été transférés à l'aristocratie financière par les 90 % des ménages américains les plus pauvres au cours des 45 dernières années.

4. Il y a un problème avec le pétrole, et ce n'est pas le prix ou la quantité qui reste dans le sol. En fait, il y a un certain nombre de problèmes avec le pétrole : J'en explique un ici : Pétrole et dette : pourquoi notre système financier n'est pas viable (2/25/21).

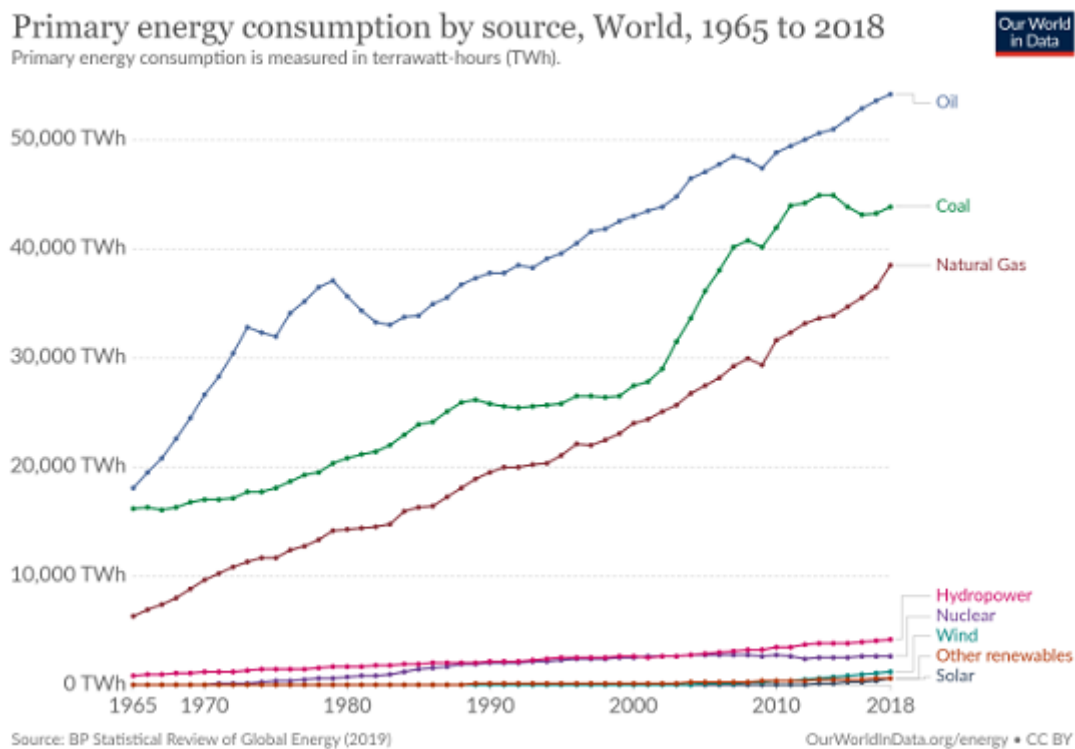
Le problème n'est pas le prix, ni l'approvisionnement : il s'agit de savoir combien d'énergie les salariés peuvent acheter avec leur revenu discrétionnaire en baisse, c'est-à-dire ce qui reste après avoir payé plus cher les produits de première nécessité.

Si cela vous est nouveau, veuillez lire les travaux de Gail Tverberg : Why Collapse Occurs ; Why It May Not Be Far Away (Pourquoi l'effondrement se produit ; Pourquoi il n'est peut-être pas si loin).

Et le travail de **Tim Watkin** : *A failure of complexity and Texas trip*.

Et le travail de Tim Morgan sur son modèle SEEDS de fonctionnement réel de l'économie (c'est l'énergie qui compte, pas la finance) Cartographie de l'économie, première partie et La carte déroulée.

Ou si vous préférez la vidéo, regardez Nate Hagens : Nate Hagens : La collision (1 heure).



Les crises qui se renforcent mutuellement ne sont pas dans le futur, elles sont ici maintenant, et le shuck-and-jive de Jay Powell a perdu ses pouvoirs magiques pour couvrir la pourriture avec des bulles spéculatives. Les milliardaires vous remercient, Jay, car ils vendent depuis des mois, laissant tous les imbéciles que vous avez arnaqués tenir le sac lorsque vos pouvoirs d'escrocs s'estompent et que votre bulle éclate.

▲ RETOUR ▲

Le pétrole à 60 \$ vous offre un nouveau super-cycle

rédigé par [Etienne Henri](#) 4 mars 2021

Lentement mais sûrement, le pétrole continue son ascension... et cela ouvre de nouvelles perspectives pour les investisseurs.



Qu'il est loin, le mois d'avril 2020 durant lequel les traders, affolés de ne pouvoir déboucler leurs contrats-papier, se retrouvaient encombrés de barils et devaient les brader à prix négatif pour s'en débarrasser !

Depuis dix mois, l'or noir progresse quasiment sans interruption. Tout au plus s'est-il offert une légère pause durant la seconde vague automnale de Covid-19... mais il a ensuite repris le chemin de la hausse depuis le mois de novembre, s'arrogeant encore +50% depuis.

Est-ce durable ?



Ce cycle haussier qui a vu le prix du baril, même corrigé de l'excès baissier du mois d'avril, tripler en moins d'un an ne doit pas être passé sous silence. Son ampleur et sa durée sont désormais significatives et il n'est plus question de les balayer d'un revers de main au motif que la pandémie déformerait le prix des matières premières. En ce début 2021, les cours du Brent et du WTI ne réagissent plus à l'urgence sanitaire mais bien à la réalité économique. Leur progression régulière devrait vous inciter à revoir votre allocation d'actifs pour tenir compte de cette nouvelle donne.

Quand les spéculateurs s'inclinent devant l'économie

Les matières premières cotées, et plus particulièrement l'or noir, sont le terrain de jeu de prédilection des spéculateurs. Des grosses aux petites mains, des *hedge funds* aux traders Robinhood, chacun se pique de parier sur le cours auquel s'échangeront les matières premières dans une semaine, trois mois, ou six mois.

Reste que ce jeu à somme nulle entre spéculateurs n'est pas éternel. Avec le passage du temps vient le moment inéluctable où le prix des *futures* (contrats à terme), rejoint celui du prix *spot* (prix au comptant à un instant T).

A ce moment-là, le monde du jeu se fait rattraper par la réalité. Producteurs et consommateurs échangent les marchandises. Le « bon prix » déterminé par l'économie réelle est acté, et ne peuvent être consommées que les matières premières qui ont été produites.

Pour la plupart d'entre elles, l'inverse est également vrai : stockage et destructions étant coûteux, est habituellement consommé tout ce qui a été produit.

Ces instants de vérité, rythmés par les dates d'échéance des contrats à terme, ont lieu périodiquement. Entre chaque lever de rideau, la spéculation est reine ; mais sur le long terme, c'est bel et bien l'économie réelle qui dicte l'évolution du prix des matières premières.

Ce n'est donc ni la pandémie de Covid-19 ni le jeu de la spéculation qui font monter le prix du pétrole mais bien un réveil de la demande solvable face à une production morose. Plus important encore : cette hausse touche nombre d'autres matières premières.

Quand la hausse touche toutes les matières premières

+33% depuis le 1^{er} janvier 2020 pour le cuivre...

+29% pour le nickel...

+50% pour l'argent...

La hausse touche, dans des ordres de grandeur comparables, la plupart des matières premières minières. Même les matières premières agricoles ne sont pas épargnées : les *futures* sur le blé ont gagné +16% sur la même période, celles sur le sucre +23,5%.

Nous sommes bel et bien dans un contexte de hausse généralisée et régulière des prix. Laissons de côté les causes sous-jacentes tant elles sont multiples.

Le ralentissement mondial de l'économie a fini par se stabiliser ; les plans de relance des pays occidentaux, structurellement consommateurs, ont dopé la demande ; l'impression monétaire généralisée a évité les faillites tandis que l'offre, de son côté, a été pénalisée par les reports de projet et la baisse de productivité de ces douze derniers mois.

Chacun de ces aspects mériterait une *Chronique* à part entière, contentons-nous aujourd'hui de tirer les conclusions qui s'imposent.

Vous souvenez-vous, cher lecteur, comment nommer une situation où l'ensemble des prix monte de façon homogène et durable ? Pour trouver le bon qualificatif, il faut dépoussiérer nos manuels d'économie et revenir à un concept oublié depuis la crise des *subprime*...

Oui, vous l'avez reconnue : c'est bien l'inflation qui se rappelle à notre bon souvenir.

En ce début d'année, il est trop tôt pour dire si nous allons faire face à un épisode de vraie inflation avec augmentation des salaires voire surchauffe de la production, ou si la *stagflation* prendra le dessus avec sa morosité salariale et une baisse de la consommation des ménages.

Il n'en reste pas moins que la hausse généralisée du prix des matières premières est d'ores et déjà une réalité, et qu'il est possible non seulement de s'en prémunir, mais aussi d'en profiter.

Comment dormir l'esprit tranquille durant un épisode inflationniste

L'inflation est, traditionnellement, l'ennemi de l'investisseur en Bourse.

Si les épargnants fortement endettés, notamment ceux ayant investi dans l'immobilier à crédit, tirent leur épingle du jeu du fait de l'érosion de la valeur de la monnaie, bien peu de personnes s'endettent à long terme et à taux fixe pour investir en Bourse.

Pour protéger son patrimoine boursier, la première chose à faire est de faire le ménage pour ne conserver en portefeuille que les entreprises disposant d'une forte capacité à fixer leurs prix.

Préférez les valeurs produisant des produits dits « de marque » à celle offrant des services génériques qui seront prises entre le marteau des hausses de prix des fournisseurs et l'enclume d'une concurrence prête à tout pour survivre.

Malgré tout, même cette prudence ne vous protégera pas d'un épisode de *stagflation* où la consommation devient atone.

Pour rendre votre portefeuille résilient aux épisodes inflationnistes, il faut revenir un cran en arrière dans la chaîne de valeur et trouver des entreprises qui profiteront de la hausse des prix de vente sans (trop) souffrir des augmentations des coûts de production.

Les plus protégées des entreprises sont celles qui ne payent pas directement leurs matières premières. Mines, producteurs de pétrole et producteurs d'énergie renouvelable ne payent ni la Terre ni le Soleil pour services rendus. Ce sont ces entreprises qui, n'ayant comme dépenses que les salaires et l'énergie consommée, sont les grandes gagnantes en période d'inflation.

La bonne nouvelle est que vous pouvez les faire entrer dans votre portefeuille facilement grâce à la grande diversité des ETF. Ces produits cotés vous permettent, en une seule ligne, d'être exposé à l'ensemble d'un secteur.

NYSE:VDE (+59% depuis le 1^{er} avril 2020), géré par le célèbre Vanguard, vous offrira une exposition aux producteurs d'énergie. NYSE:SIL (+87% sur la même période) vous accordera une exposition équivalente sur les producteurs d'argent tandis que NYSE:COPX (+203%) vous permettra d'investir dans les mines de cuivre.

Plutôt que de spéculer sur le seul cours des matières premières avec tous les risques que cela comporte, préférez investir dans les entreprises qui les vendent. Elles profiteront de la hausse des prix tout en contrôlant leurs dépenses – et c'est vous qui encaisserez la différence.

▲ RETOUR ▲

.Rendements et taux : le marché obligataire en pleine confusion

rédigé par [Bruno Bertez](#) 4 mars 2021

Où va le marché obligataire ? Quelle direction les taux d'intérêts vont-ils prendre ? Faut-il être haussier ou baissier sur les rendements ?... Et si toutes ces questions n'avaient aucun sens ?



La baisse des marchés obligataires a relancé une question fréquemment posée ces dernières années : le boom des titres à revenu fixe qui dure depuis quatre décennies touche-t-il enfin à sa fin ?

Les baissiers/*bears* soulignent les niveaux extraordinaires de création monétaire et les immenses déficits gouvernementaux observés depuis 2008.

Cependant, les haussiers/*bulls* obligataires s'en tiennent à leurs convictions. L'économie des cycles de taux d'intérêt est floue. Et l'histoire financière offre peu d'indications, sauf pour suggérer que lorsque le marché tourne enfin, la plupart des investisseurs sont pris à contrepied.

Au cours de l'année écoulée, les Etats-Unis ont connu une croissance accélérée de la masse monétaire et ils ont produit [le plus grand déficit budgétaire](#) depuis la Deuxième guerre mondiale.

La Réserve fédérale a pratiquement doublé la taille de son bilan. Ce n'est pas tout. Le plan de relance de 1 900 Mds\$ du président Joe Biden vient de passer la Chambre des représentants, tandis que le président de la Fed, Jay Powell, s'est engagé à acheter pour 120 Mds\$ de titres longs *chaque mois*.

Les marchés des matières premières sont en folie. Les anticipations d'inflation se sont développées.

Hausse des rendements à venir ?

Les baissiers obligataires suggèrent que les rendements reprendront leur hausse à mesure que la mondialisation s'inversera. Selon eux, l'expansion rapide du commerce international au cours des dernières décennies a exercé une pression à la baisse sur les salaires, sur l'inflation et sur les taux d'intérêt.

La mondialisation était déjà en cours d'inversion avant que la pandémie ne produise son propre choc dans les chaînes d'approvisionnement.

Dans les années à venir, la main-d'œuvre chinoise diminuera et les pressions populistes contre le libre-échange vont probablement persister. Alors [que la Chine va peut-être cesser d'exporter de la déflation](#), si c'est le cas, les taux d'intérêt à long terme sont appelés à augmenter.

Les amateurs d'obligations mettent en avant d'autres arguments. Les populations vieillissantes favorisent la déflation, pas l'inflation, disent-ils. En cas de doute, il suffit de regarder l'expérience du Japon depuis 1990.

Par ailleurs, les emprunts publics massifs contractés pendant la pandémie viennent de s'ajouter à un tas de dettes improductives, dont l'impact est clairement déflationniste. Tout coup de pouce économique induit par le plan de dépenses de Biden et les monétisations ne sera que passager.

L'environnement reste fondamentalement déflationniste, disent les haussiers obligataires, une inflation autre que temporaire ne peut s'installer.

« Tout ce que je sais, c'est qu'ils varient »

J'ai beau lire les meilleurs auteurs, je ne vois rien de convaincant dans un sens ou dans l'autre. Pire, j'ai la conviction que toute démarche analytique qui se donne pour objectif de prévoir l'évolution des taux d'intérêts est grotesque, ridicule, et qu'elle se discrédite d'elle-même, méthodologiquement.

Le seul économiste que je respecte en la matière est **Charles Rist** qui, interrogé sur l'évolution future des taux a répondu, humblement : « Tout ce que je sais, c'est qu'ils varient. »

« L'opinion dominante n'est jamais capable de prédire l'évolution future des prix [des obligations], mais elle explique seulement leur position actuelle », a écrit l'économiste **John Burr Williams** dans son ouvrage classique de 1938, *The Theory of Investment Value*.

Personne n'a de théorie satisfaisante des taux ; à mon avis, c'est tout simplement parce qu'il n'y en pas – ou alors parce qu'[il y en a plusieurs](#), une multitude, et que l'on ne sait jamais laquelle, à un moment donné, il faut choisir et appliquer.

A mon avis, les taux ont des fonctions complexes, différentes selon les époques et les états du système dans lequel ils s'insèrent. Leur intelligibilité n'est jamais absolue mais relative à un moment de l'Histoire en général : monétaire, financière, économique, politique, géopolitique, sociale, etc.

Il n'y a pas plus de taux naturels que de taux administré, de taux de marché, de taux d'équilibre ou de taux de ceci ou de cela. Le taux constaté est toujours un « taux résultant » d'interactions tellement enchevêtrées que leurs forces et leur influence relative ne peuvent jamais être démêlées.

▲ RETOUR ▲

.Les investisseurs parient leur argent sur des entreprises sans profit

Bill Bonner | 3 mars 2021 | Journal de Bill Bonner



YOUGHAL, IRLANDE - Le jeu continue. Les enjeux sont de plus en plus importants.

Vous vous souvenez que le terme "inflation" fait référence à l'augmentation de la masse monétaire. Lorsque vous avez un système de garantie basé sur l'or, vous ne pouvez pas vraiment gonfler la masse monétaire, car vous ne pouvez pas facilement mettre la main sur plus d'or.

En général, la quantité d'or en surface augmente à peu près au même rythme que les biens et services qu'elle est censée représenter. C'est pourquoi les prix d'aujourd'hui - en termes d'or - ne sont pas si différents de ceux d'il y a 1 000 ans (avec une marge généreuse et élastique pour les améliorations technologiques).

Le papier-monnaie offre une plus grande souplesse, c'est-à-dire qu'il permet de se mettre plus facilement dans le pétrin.

C'est le problème que **Thomas Jefferson** avait prévu, en avertissant qu'une banque centrale émettrait de plus en plus de papier-monnaie, et qu'ainsi l'économie du pays serait détournée de l'industrie utile pour se tourner vers diverses "espèces de jeu".

C'est ce qui s'est produit. Depuis le début de la dernière crise financière, en 2008, la création de monnaie de papier par la Réserve fédérale a dépassé d'une quinzaine de fois la croissance du PIB. Et aujourd'hui, sur le parquet de la bourse du Nasdaq, les plaisantins n'ont jamais eu mieux.

L'inflation monétaire classique

Nous en sommes encore aux premiers stades de l'"inflation". La Fed crée de l'argent frais en achetant des obligations du Trésor. La plupart des Américains ordinaires ne possèdent pas d'obligations. Elles appartiennent à Wall Street... et aux riches, en général.

Après tout, c'est ainsi que les riches sont devenus si riches. Les fédéraux les ont rendus riches en augmentant le prix de leurs actifs. Cela n'a rien à voir avec leur cupidité particulière... ou avec un échec du capitalisme.

Il s'agit plutôt d'une inflation monétaire classique... telle que la comprenait **Richard Cantillon**, une centaine d'années avant Jefferson.

Cantillon, un Irlandais, a été l'un des premiers investisseurs dans le projet de l'économiste écossais **John Law** sur le Mississippi. La société du Mississippi de Law s'est vu accorder une concession pour développer la colonie française en Amérique du Nord. Il l'utilise comme garantie pour la nouvelle monnaie de papier émise par la Banque de France, qu'il contrôle également.

Cantillon, et plus tard Jefferson, ont vu clair dans la fraude.

Les premiers à obtenir la nouvelle monnaie sont toujours les riches et les puissants. Le temps que l'homme du peuple l'obtienne, il perd déjà de la valeur - rapidement.

En avance sur la foule

Mais pour l'instant, en Amérique, l'argent frais se trouve encore principalement sur les marchés financiers, où il donne le vertige aux investisseurs.

Ici, aux Publications Agora, nous avons tendance à être en avance. Nous avons commencé à mettre en garde contre la bulle Internet dès que nous avons commencé à écrire notre blog quotidien - en 1998, deux ans avant qu'elle n'éclate.

Quant à l'explosion du secteur du financement hypothécaire, nous en avons parlé dès 2005, soit trois ans avant la faillite de Lehman Brothers.

Avons-nous maintenant des années d'avance pour tirer la sonnette d'alarme sur le danger d'une inflation galopante des prix à la consommation ?

"Il est bien trop tôt pour s'inquiéter de l'inflation [des prix à la consommation]", commente un cher lecteur.

Mais nous ne sommes pas inquiets. Nous l'anticipons, tout simplement. Et même nous l'attendons avec impatience, d'une manière un peu cynique.

Parce que quand l'inflation arrivera, nous serons tranquilles. "Le monde fonctionne toujours comme il le devrait", nous nous dirons. "Dieu est dans son ciel. La Reine est sur son trône. Les gens ont toujours ce qu'ils méritent. Et tout va bien dans le monde."

Un pari énorme

En ce moment, une grande partie de l'argent des chèques sans provision va dans l'économie de Wall Street, et non dans celle de Main Street. Robinhood et d'autres plateformes de trading en ligne ont ouvert de nouveaux

comptes à un rythme effréné l'année dernière.

C'est de l'argent facile à trouver, facile à utiliser... Autant l'échanger contre des jetons de jeu.

Plus amusant qu'un casino - où les joueurs comprennent au moins les cotes, plus ou moins - la bourse s'est transformée en une sorte de jeu de bingo pour les lunatiques dyslexiques. Ni les mots ni les chiffres ne doivent avoir de sens.

Voici **Matt Levine**, commentant dans Bloomberg l'une des actions préférées des lunatiques :

Nikola a publié les résultats de l'enquête interne et ils sont... oh, vous savez. Le fondateur de Nikola a-t-il menti en disant que Nikola avait produit un camion à zéro émission ? Oui, disent les propres avocats de Nikola dans le rapport annuel de Nikola à la Commission américaine des opérations de bourse (U.S. Securities and Exchange Commission). A-t-il menti sur le fait que le camion ait fonctionné ? Oui. A-t-il menti lorsqu'il a dit que tous les principaux composants du camion avaient été fabriqués en interne ? Oui. A-t-il menti lorsqu'il a dit que les camions sortaient de la chaîne de montage ? Bien sûr. Nikola a-t-il produit une vidéo pour donner l'impression que le camion pouvait être conduit, alors qu'en fait il ne bougeait que parce qu'il descendait une colline ? Oui, c'est aussi une chose réelle que cette entreprise a vraiment faite.

Autrefois, note M. Levine, les investisseurs achetaient des entreprises sur la base de leurs performances passées. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le jeu a changé. Les mots sont des rêves... ou des mensonges. Et les chiffres ne s'additionnent pas.

Les investisseurs achètent des actions de sociétés dont ils pensent qu'elles pourraient un jour avoir un produit que les gens pourraient acheter et sur lesquelles ils pourraient faire des bénéfices... si tout va bien.

C'est un énorme pari, en d'autres termes, le pari que peu importe à quel point vous êtes un idiot, il y a toujours un idiot plus grand quelque part.

Le grand gagnant

Et grâce au système public et à la Réserve fédérale - c'est un bon pari !

Écoutez ça - Même si Nikola, la compagnie de camions électriques, n'a pas de camions électriques... et même si elle a menti sur sa capacité à en produire un...

...et même si elle fait face à neuf procès, dont six ont été regroupés en un seul recours collectif...

...il est néanmoins estimé à 7,5 milliards de dollars.

Bingo ! Vous avez gagné.

Bien sûr, le grand gagnant de notre époque est l'entreprise dirigée par le deuxième homme le plus riche du monde... qui a un produit. Et des ventes.

Mais ce qu'elle n'a pas, ce sont des profits suffisants pour justifier son prix - actuellement un peu moins de 660 milliards de dollars...

Faisons le calcul. À son profit par voiture actuel, **TESLA** devrait en vendre plus de 25 millions pour réaliser un profit suffisant pour atteindre un modeste ratio prix/bénéfice (P/E) de 12 fois. (Nous ne tiendrons pas compte du fait que la société a perdu 775 millions de dollars en 2019).

Si le marché automobile mondial total était d'environ 80 millions de véhicules, cela signifie qu'une voiture sur 3 ou 4 vendues devrait être une Tesla.

Cela n'arrivera pas.

Toutes les grandes marques se lancent dans le jeu des véhicules électriques (VE). Certaines vont forcément remporter des succès et manger un peu de Tesla.

Le grand pari

Et puis, il y a **Lucid Motors**. C'est l'entreprise qui a fabriqué les batteries pour tous les concurrents de la course de Formule E EV de 2014 à Pékin. Les batteries, selon elle, sont la clé du succès dans le monde des VE. Et elle connaît les batteries.

La semaine dernière, Lucid a déposé une demande d'introduction en bourse de 24 milliards de dollars, ce qui n'est rien comparé à Tesla. Mais maintenant, il a décidé de se lancer dans la fabrication de voitures électriques, et pas seulement de leurs batteries. Elle va donc rouler sur le même circuit que TESLA.

Typique de la scène du casino, Lucid n'a pas de voitures à vendre. Pas encore. Ce n'est qu'espoir et estimations.

A une époque plus ancienne, quand les investisseurs avaient les pieds sur terre, cela n'aurait mené Lucid à rien. Les investisseurs voulaient voir les résultats réels - produits, ventes, profits - avant de remettre leur argent durement gagné.

Avant d'en arriver là, les jeunes pousses ont dû s'appuyer sur des sources de financement plus difficiles - argent familial, capital-risque et prêts.

Mais Lucid ne pouvait pas attendre. Et les marchés les ont accueillies avec un accord de SPAC (société d'acquisition à vocation spécifique... une façon habile de s'introduire en bourse sans introduction en bourse) qui leur a rapporté 4,4 milliards de dollars pour démarrer.

Et - à moins qu'il ne mente - sa voiture pas tout à fait prête pour les heures de pointe parcourt plus de 500 miles en une seule charge de batterie, contre seulement 400 environ pour le modèle 2020 Long Range de Tesla.

Nouveau jeu

TESLA a été un pionnier. Elle a très vite compris non seulement qu'on pouvait fabriquer un bon véhicule électrique - tout le monde le savait - mais aussi que les investisseurs ne sont pas plus malins aujourd'hui qu'ils ne l'étaient dans la bulle du Mississippi il y a 300 ans.

Mais finalement, ils ont compris.

Quand l'inflation passe du riche au commun des mortels... de Wall Street à Main Street... et du délicieux à l'odieux...

...ce sera un tout nouveau jeu.

Soudain, les investisseurs apprendront à épeler. Et à compter.



YOUGHAL, Irlande

▲ RETOUR ▲